

Programme de Développement Local Intégré de l'Oriental Phase 2

Titre du projet	Programme de Développement Local Intégré de l'Oriental – Phase 2
Outcome UNDAF 2012-2016:	Outcome 3: La vulnérabilité et les inégalités, notamment celles de genre, sont réduites par le biais de l'appui aux politiques/ stratégies et programmes de développement économique et social
Produit PAC UNDAF 2012-2016:	Produit 3.2 : Les capacités organisationnelles, institutionnelles et de participation des organisations de la société civile ciblant les populations vulnérables dans les médinas, les zones rurales et périurbaines, sont accrues. Produit 3.5 : Les stratégies et les programmes économiques et sociaux pro-emploi, visant la réduction de la pauvreté et des inégalités, sont appuyées dans leur conception et mise en œuvre
Indicateur PAC UNDAF 2012-2016:	Indicateur 3.2.1. : Nombre d'organisation de la société civile (ciblant la population la plus vulnérable) dont les capacités organisationnelles, institutionnelles et de participation ont été renforcées Indicateur 3.5.1. : Nombre de stratégies et programmes économiques et sociaux pro-emploi, visant la réduction de la pauvreté et des inégalités, appuyées dans leur conception et MOE Indicateur 3.5.2. : Nombre de partenaires adoptant des approches innovantes visant la création de l'emploi
Cible finale PAC UNDAF :	au moins 15 organisations de la société civile (ciblant la population la plus vulnérable) dont les capacités organisationnelles, institutionnelles et de participation ont été renforcées Au moins 3 stratégies nationales appuyées dans leurs mise en œuvre (Plan Maroc vert, Vision 2020 touristique, Commune à l'horizon 2015) au moins 2 partenaires adoptant des approches innovantes visant la création de l'emploi (Commune pour la grotte du chameau et l'association pour la maison du Patrimoine)
Partenaire de mise en œuvre:	Agence de l'Oriental

Brève description

L'agriculture relève une importance primordiale dans la vie des populations des territoires oasiens, montagneux (Bni Snassen, Haut Atlas oriental) et des hauts plateaux de la région de l'oriental, elles confortent au quotidien des difficultés majeures (foncier, réduction des ressources en eau, sécheresse, manque de main d'œuvre...), limitant leur productivité et leur capacité de générer des emplois rémunérateurs. Cette situation a entraîné une déprise démographique qui va en s'accroissant, conséquence de l'exode des jeunes vers les grands centres urbains du Maroc et vers l'étranger, notamment avec un déficit notable dans les infrastructures sociales de base. En s'appuyant sur les acquis du projet DÉLIO, l'actuel projet tente de contribuer à atténuer la crise que connaissent les activités économiques traditionnelles, en appuyant et en promouvant des projets pilotes dans des activités alternatives ou complémentaires notamment dans le domaine de l'écotourisme et de la valorisation des produits agricoles. A travers l'appui à ces projets pilotes à caractère démonstratif, à leur accompagnement et à la promotion des potentialités naturelles et culturelles de ces territoires, le projet vise à amorcer une dynamique de développement dans ces deux secteurs nouveaux et prometteurs. Ces projets bénéficieront en priorité aux jeunes hommes et femmes. Il ambitionne, en effet, à promouvoir les modes de production durable, notamment pour les communautés exclues et pauvres, renforcer la gouvernance inclusive et efficiente et ancrer la résilience dans des zones vulnérables

Le projet adopte une approche territoriale qui tient compte aussi bien de la dimension locale que régionale, en effet les projets pilotes sur un territoire pourraient ensuite être testés et appuyés dans les autres territoires du programme. Le projet pourra aussi disséminer ses acquis vers les territoires similaires des autres régions du Maroc.

Période Programme : 2012/2016

Atlas Award ID: 00080211

Atlas Project ID: 00089983

Date début : Avril 2014

Date fin : Décembre 2018

Date du PAC 26 mars 2014

Modalité de gestion Execution nationale

AWP budget: 5 673 440.56 \$

Total resources required 5 673 440.56 \$

Total allocated resources: 1 200 000.00 \$

- PNUD TRAC 150 000.00 \$
- PNUD à mobiliser : 523 440.56 \$
- Agence de l'Oriental: 5 000 000.00 \$

Approuvé par (Partenaire de mise en œuvre):

01 Avril 2014

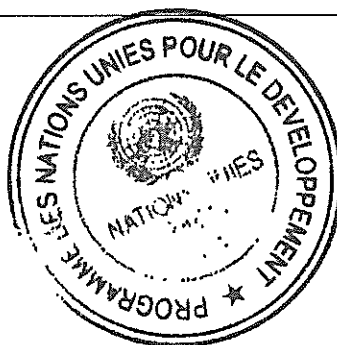


Le Directeur Général

Mohamed MBARKI

Approuvé par le PNUD:

01 Avril 2014



ACRONYMES

ADL	Agent de Développement Local
AGR	Activités Génératrices de Revenu
ART-GOLD	Appui aux Réseaux Territoriaux – Governance of Local Development
AWP	Annual Work Plan ou Plan de Travail Annuel
CCA	Common Country Assessment ou Bilan Commun de Pays
CCF	Country Cooperation Framework ou Cadre de coopération pays
CO	Country Office ou Bureau de Pays (BP)
CPAP	Country Programme Action Plan ou Plan d'Action du Programme de Pays
CPD	Country Programme Document ou Projet de Programme de Pays
CPP	Comité de Pilotage du Projet
CPT	Conseil Provincial de Tourisme
CSO	Civil Society Organizations ou Organisations de la Société Civile
DELIO	Développement Intégré de l'Oriental
DGCL	Direction générale des collectivités Locales
DRAO	Direction Régionale de l'Agriculture
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GMS	General Management Service (GMS) ou Services généraux de gestion
GOLD	Governance and Local Development
INDH	Initiative de Développement Humain
ISS	Implementation support services (ISS) ou Services de support à la réalisation
LPAC	Local programmes appraisal committee/ Comité local d'examen des programmes et des Projets
MYFF	Multi-year funding framework ou plan de financement pluriannuel
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONSSA	Office National de la Sécurité Sanitaire des produits Alimentaires
PCD	Plan Communal de Développement
PNUD	-Programme des Nations Unies pour le Développement
RO	Région de l'Oriental
SBAA	Accord de base type en matière d'assistance
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SIC	Système d'Information Communal
SIG	Système d'Information Géographique
TRAC	Target Resources Allocation from the Core
UGP	Unité de Gestion du projet
UNDAF	UN Development Assistance Framework ou Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNDG	United nations Development Group ou Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUMD)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'Enfance



Sommaire

1. ANALYSE DE LA SITUATION	5
2. STRATEGIE.....	18
3. CADRE DES RESULTATS ET RESSOURCES	20
4. Plan de Travail annuel 2014.....	35
5. ARRANGEMENTS DE GESTION.....	42
6. CADRE DE SUIVI ET D'EVALUATION	45
7. CONTEXTE JURIDIQUE.....	48
8. ARRANGEMENTS FINANCIERS	49
9. ANNEXES	50



1. ANALYSE DE LA SITUATION

Historique

La convergence des objectifs entre le PNUD et l'Agence de l'Oriental, particulièrement en matière de développement humain, de la bonne gouvernance et de la réalisation des OMD, a été concrétisée par la signature d'une convention de partenariat et de coopération le 11 décembre 2006. Cette convention visait la mise en place d'un Programme de Développement Local Intégré de l'Oriental (DÉLIO), qui s'inscrivait dans le cadre de l'initiative nationale de développement humain lancé par Sa Majesté le Roi Mohamed VI en mai 2005. Ce programme s'est orienté vers la formulation de projets mis en œuvre sur des espaces territoriaux délimités dont la priorité a été accordée dans un premier lieu à l'Oasis de Figuig, et qui a connu par la suite une extension vers le territoire des hauts plateaux (commune de Beni Guil) et du massif montagneux des Beni Snassen (communes rurales Tafoghalt et Zegzel).

L'objectif global du programme DÉLIO visait à promouvoir le développement humain à travers le renforcement des capacités des opérateurs locaux et plus particulièrement celles des communes, notamment par la promotion de la planification stratégique participative à travers l'élaboration de plans de développement communaux, en s'inscrivant dans la politique nationale, menée par la DGCL qui vise à encourager la décentralisation et la planification stratégique communale.

Les ambitions de cette convention de coopération, visaient à programmer dans une première phase un financement initial de 3 440 000 dollars dont 2 970 000 dollars pour l'Agence de l'Oriental et 470 000 dollars pour le PNUD, pour la période 2006/2010, nécessaire au lancement des activités du programme DÉLIO. Les 2 partenaires avaient aussi convenu, de porter ce financement dans une seconde phase à 10 millions de dollars soit près de 85 millions DH, à travers la mobilisation de fonds complémentaires auprès des bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

Le programme DÉLIO s'articulait autour des objectifs suivants :

- Réduction de la pauvreté et amélioration du niveau de développement humain des populations ;
- Promotion d'une meilleure gouvernance locale et renforcement des capacités et des structures locales ;
- Appui à la définition d'actions prioritaires et démonstratives de développement local intégré en réponse à des problématiques liées à la génération de revenus et à l'auto-emploi, de conservation et de valorisation des ressources naturelles de la région.

Malgré que le document de projet ait été signé le 28 avril 2008, les premières réalisations concrètes n'ont eu lieu qu'à partir de l'année 2011, en raison des contraintes et difficultés suivantes :

- La conception de certaines activités du programme n'était pas bien négociée au départ, c'est le cas par exemple des crèches scolaires (plan d'action de la première année), dont la réalisation était confrontée au problème foncier, qui n'a été résolu qu'après une période de plus de 2 ans après le lancement du programme.
- Une instabilité dans les équipes du programme, notamment le coordonnateur qui a été changé à 2 reprises. De même que les profils des coordonnateurs retenus, n'étaient pas adaptés pour la gestion du programme (manque d'expériences dans la gestion de programmes similaires, méconnaissance des procédures financières du PNUD et de l'Agence de l'Oriental....). Ceci est due également au fait que très peu de candidatures se présentaient aux appels de recrutement, ce qui limitait le choix dans les profils à retenir.



La mise en œuvre du programme DÉLIO (2008-2013) dans les territoires cibles, a permis d'atteindre les principaux résultats suivants :

- Au plan de la gouvernance : (i) l'appropriation par les acteurs locaux des principes de la planification stratégique qui a permis l'élaboration de plans de développement communaux selon une approche participative et intégrant la dimension genre, et dans le respect de la démarche et des objectifs fixés par la DGCL et (ii) l'amorce d'une dynamique de développement au niveau des territoires communaux, grâce à la réalisation de projets prioritaires émanant des PCD par le programme DÉLIO et la mobilisation d'autres financements par les communes (INDH, départements ministériels, conseil provincial, conseil de région....).
- Au plan social : (i) l'amélioration de la qualité de préscolarisation, phase primordiale dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement, grâce à la formation des monitrices, l'adaptation des programmes en fonction de l'âge des enfants préscolarisés et l'aménagement et l'équipement des unités préscolaires, (ii) la réduction de l'abandon scolaire, notamment au milieu des filles, en dotant les communes rurales de Zegzel, Tafoghalt et Beni Guil de minibus (iii) amélioration des services de santé, en matière de transport sanitaire en dotant les communes rurales de Zegzel et Tafoghalt d'ambulances équipées destinées en particulier à transporter les femmes enceintes vers les unités hospitalières des villes de Berkane et Oujda, (iii) l'accès à l'eau potable pour les populations de trois douars de la commune de Zegzel, (iv) l'amélioration des conditions de la femme nomade par l'équipement en énergie solaire de 50 tentes nomades et l'acquisition de 50 citernes tractées dans la commune rurale de Beni Guil.
- Au plan économique : (i) la diversification des activités économiques à travers la valorisation et la transformation des produits agricoles : dérivés des dattes (coopérative féminine regroupant 8 femmes et cinq hommes), filière apicole au profit d'un GIE regroupant 5 coopératives et 40 apiculteurs et la filière huile d'olives pour une coopérative de 38 agriculteurs, ce qui permettra une augmentation de la production et la création de nouveaux emplois, (ii) la création d'un nouveau périmètre irrigué par goutte à goutte de 40 hectares au profit de 40 jeunes agriculteurs.
- Au plan culturel et patrimonial : (i) l'inscription de l'oasis de Figuig en tant que patrimoine national par le ministère de la culture et le plaidoyer auprès de différentes institutions nationales et internationales pour son inscription en tant que patrimoine culturel universel, (ii) l'aménagement de la grotte du chameau dans le massif de Bni Snassen : une convention de partenariat a été signée entre l'Agence de l'Oriental, la commune de Zegzel et le conseil provincial de tourisme, elle permettra l'aménagement externe et interne de la grotte (aménagement à inclure dans le cadre du nouveau programme), (iii) la construction d'une maison du patrimoine à l'oasis Ich (CR Beni Guil) : elle permettra d'exposer les outils de la vie quotidienne des habitants de l'Oasis, les anciens manuscrits et devrait aussi accueillir un centre d'interprétation de l'art rupestre. Le projet intègre également l'acquisition de 2 tentes nomades pour l'accueil des touristes et visiteurs près de la maison du patrimoine et à proximité des sites des gravures rupestres de la zone, (iv) Aménagement d'une salle d'exposition de la culture nomade (CR Beni Guil), Ce projet nécessite son accompagnement pour assurer son animation et le rendre opérationnel, (v) l'appui à la réalisation et l'édition de deux livres sur : la culture nomade des Bni Guil et Figuig, la ville oasis du Maroc oriental.

La mise en œuvre du programme DÉLIO a généré également d'autres effets dont notamment la mobilisation d'autres financements autour de projets à caractère économique, notamment de valorisation des produits, c'est ainsi que DÉLIO a apporté son appui à des projets qui ont mobilisé des financements de l'UE, d'ONG espagnoles et des pays-bas, de l'INDH et d'autres acteurs institutionnels (Agriculture, HCEFLCD...).



Chm

Le programme DÉLIO avait suscité beaucoup d'attentes et d'enthousiasme auprès des acteurs locaux, notamment les élus, la société civile, les coopératives, les intervenants locaux dans le domaine du tourisme et de la valorisation du patrimoine et les autorités locales. Les résultats atteints par la première phase de ce programme, a poussé l'Agence de l'Oriental et le PNUD à s'accorder pour élaborer et mettre en œuvre une nouvelle phase du programme DÉLIO qui permettra de consolider et d'étendre les effets du programme DÉLIO à d'autres communes de la province de Figuig et de la province de Berkane.

Contexte et analyse de la situation

a) Contexte national

Pour relever les défis de développement socio-économiques que connaît le Maroc, SM le Roi Mohammed VI a lancé en mai 2005 l'initiative nationale de développement Humain, dont la mise en œuvre avait pour objectifs d'assurer des conditions d'une vie digne et décente pour les populations démunies et d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'INDH vise en particulier la réduction de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion sociale, à travers des actions de soutien aux activités génératrices de revenus, de développement des capacités, d'amélioration des conditions d'accès aux services et infrastructures de base et de soutien aux personnes en grande vulnérabilité. Cette initiative est basée sur une approche participative, impliquant les populations dans le choix, la conception et la réalisation des projets à programmer. C'est dans ce cadre, que la première phase du programme DÉLIO a été conçu et mise en œuvre par l'Agence de l'Oriental en partenariat avec le PNUD.

Actuellement « *Le Maroc est en voie d'atteindre les Objectifs du Millénaire à l'échéance 2015. Mais l'accès **généralisé à l'éducation de qualité** et la **réduction de la mortalité maternelle et infantile exigent** des efforts supplémentaires. Les disparités entre le rural et l'urbain et les inégalités entre les couches sociales et les iniquités, représentent des défis majeurs du développement et de la stabilité sociale du Maroc. Les nombreuses stratégies sectorielles engagées n'intègrent pas de manière systématique l'atteinte des OMD et le ciblage des populations les plus vulnérables* »¹.

« *Le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement (UNDAF) pour le Maroc couvrant la période 2012-2016, élaboré conjointement et de manière concertée entre le Gouvernement du Maroc, les Agences des Nations Unies et leurs partenaires opérationnels ont identifié les objectifs à atteindre à l'horizon 2020. Parmi ces objectifs : (i) le développement socio-économique et la réduction de la vulnérabilité et des inégalités, (ii) la consolidation de la gouvernance démocratique sensible au genre et (iii) la protection de l'environnement et le développement durable* »².

¹ Programme de pays Maroc 2012-2016

² UNDAF 2012-2016



b) Contexte régional

La région de l'oriental s'étend sur une superficie de 82 820 km² soit 11.7% de la superficie totale du Maroc. Elle a une population estimée en 2013 à 2 023 000 habitants³, représentant près de 6.2% de la population totale du Royaume.

Le taux d'accroissement de la population est relativement faible, il a été de 0.8 %/an entre 1994 et 2004 à comparer à un taux national de 1.4 %, (ce taux est inférieur au taux d'accroissement naturel estimé à 2%) et montre que globalement la région perd de sa population à cause de la migration vers les grands centres urbains du Maroc ou vers l'étranger, en lien avec l'insuffisance des opportunités d'emplois offerts par la région et les conditions difficiles du climat dans sa partie sud. Cette déprise démographique est accentuée au niveau des zones rurales et des provinces du sud.

La densité moyenne est de 24 hab./Km², néanmoins près de 80% de la population est concentrée au niveau des provinces du nord de la région (Oujda, Berkane et Nador). Les 2/3 de la population habitent dans les centres urbains, le tiers habite en milieu rural dont une partie pratique encore le nomadisme.

La région dispose d'une situation géographique stratégique, en effet elle bénéficie d'une façade maritime méditerranéenne de plus de 200 km, elle est proche de l'Europe et limitrophe de l'Algérie et constitue par cette position un carrefour entre l'Europe et le Maghreb. Elle dispose d'un riche potentiel sur les plans naturel, culturel, historique, architectural et humain.

A cause des contrastes climatiques entre sa partie nord et sa partie sud, on assiste à une concentration de la population sur la zone littorale de la région qui offre des conditions plus favorables, grâce à ses potentialités agricoles, industrielles et touristiques. La zone sud est moins avantagée et reçoit peu d'investissement par rapport à la zone nord, car pénalisée par des conditions climatiques assez défavorables. Cette situation s'est traduite par des indicateurs de développement humains relativement faibles.

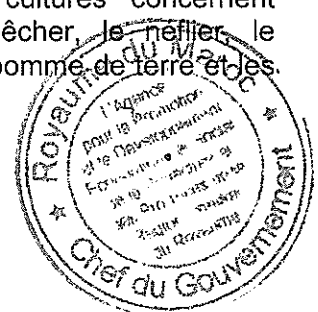
La zone sud de la région dispose néanmoins de potentialités patrimoniales (historique, naturelle, architecturale, culturelle) riches et un savoir faire ancestral dans les métiers de l'eau et de l'agriculture oasisienne, de l'élevage nomade, de construction en terre pisé, de plusieurs métiers d'artisanat..... Ces potentialités et ces savoir faire peuvent être valorisés et exploités dans des activités alternatives ou complémentaires à celles de l'agriculture et de l'élevage en vue d'améliorer les revenus et les conditions de vie des populations défavorisées de cette zone sud.

Sur le plan environnemental, la région est composée de milieux naturels assez diversifiés et complémentaires mais qui sont caractérisés par leur fragilité et vulnérabilité car exposés à plusieurs risques environnementaux (aridité du climat, sécheresse, inondations, pollutions, surexploitation des ressources en eau, urbanisation, salinisation des sols, surpâturage...).

Sur le plan territorial, la région peut être scindée en 5 zones naturelles :

- La zone littorale et sa côte méditerranéenne, qui dispose d'un fort potentiel d'attractivité des investissements, notamment dans les secteurs de tourisme balnéaire, de pêche et de transport maritime.
- Les plaines de la basse Moulouya (couloir d'Oujda à Taourirt, plaines des Triffa, du kert au Gareb), dont un secteur irrigué moderne de 70 000 Ha (moins de 5 % de la superficie totale de la région), avec près de 25 % de cette superficie destinée à une agrumiculture connue par sa haute qualité. Les autres cultures concernent l'arboriculture fruitière (oliviers, l'abricotier, l'amandier, le pêcher, le néflier, le pommier et le cognassier), le maraichage avec notamment la pomme de terre et les

³ Estimation du HCP



Ch

céréales. Ce secteur irrigué offre de maintes possibilités d'investissement dans le domaine agro-industriel, c'est ainsi qu'un agropole a été édifié dans la province de Berkane dont un pôle recherche développement et de contrôle de qualité des produits.

- Le domaine montagneux du Rif oriental, de Beni Snassen et du Haut Atlas oriental.
- Les Hauts plateaux steppiques et le bassin du Guir Bouanane connus par ses parcours d'alfa et d'armoise et son élevage transhumant d'ovins.
- Les Oasis de Figuig, Ich, Bouanane, Ain Chouater et Ain Chaair.

En plus de leur richesse naturelle et écologique, ces territoires montagneux, oasiens, des hauts plateaux et du bassin de Guir-Bouanane sont également caractérisés chacun par son identité culturelle et territoriale. Néanmoins, ces territoires défavorisés par les conditions du milieu, notamment climatiques, tirent très peu profit de ces potentialités, notamment en matière de développement d'activités économiques liées à l'écotourisme et au tourisme culturel, en raison de l'enclavement de ces territoires mais aussi de la faible promotion et du marketing territorial dont bénéficient ces territoires.

Au vu de ces potentialités et contraintes et dans l'objectif d'impulser un nouveau souffle de développement à cette région, une initiative Royale de développement de la région de l'Oriental a été annoncée par le discours Royal du 18 mars 2003 à Oujda. Cette initiative a donné lieu à la création de l'Agence pour la Promotion et le Développement Economique et Social de la Préfecture et des Provinces de la Région Orientale du Royaume en mai 2006. Elle a pour mission principale d'apporter son appui et son assistance aux acteurs nationaux et locaux pour la mise en œuvre des programmes de développement dans la Région Orientale du Royaume. C'est dans le cadre de cette initiative qu'un ambitieux programme volontariste de projets structurants concernant les investissements économiques et la mise à niveau des infrastructures, services de base et des infrastructures culturelles et sportives a été lancé (l'autoroute Fes-Oujda, la voie express Oujda-Nador, le technopole d'Oujda, l'agropole de Berkane, , le parc industriel de Selouane, la centrale thermo-solaire Ain Bni Mathar , la station balnéaire de Saaidia...).

c) Présentation des territoires d'intervention du programme

La zone d'intervention du nouveau programme va connaître une extension par rapport à la première phase du programme DélIO, la deuxième phase sera ouverte aux autres communes des provinces de Figuig et de Berkane, suivant les priorités au niveau provincial et dans la limite des moyens mobilisés.

Il s'agira notamment des territoires suivants :

- Le massif montagneux de Beni Snassen dans la province de Berkane, qui va concerner en plus des communes de Tafoghalt et Zegzel, les deux communes de Sidi Bouhria et Rislane.
- Les Hauts plateaux avec en plus de la commune de Beni Guil, les communes rurales de Tendrara, Maatarka et Abbou Lakhal.
- Les Oasis de Figuig, Ich, Ain Chaair, Ain Chouater et Bouanane.
- le bassin du Guir et les montagnes du grand atlas oriental avec les communes du Cercle de Bni Tadjite (Bouanane, Ain Chaair, Ain Chouater, Bni Tadjite, Talsint, Bouchaouene et Boumerieme).

Ces territoires ont une population de plus de 157 000 habitants⁴. Le climat de la zone passe du subhumide à Beni Snassen au semi aride (Hauts plateaux) et présaharien (oasis et bassin de Guir). La pluviométrie décroît du nord au sud avec une moyenne annuelle qui

⁴ RGPH 2004



passé de 300 mm à Beni Snassen, à 210 mm sur les hauts plateaux à moins de 128 mm aux oasis de Figuig et Bassin du Guir.

Le massif montagneux de Bni Snassen

Le massif montagneux des Beni Snassen s'étend sur une superficie de près de 64 000 Ha et renferme un SIBE d'une superficie de 6750 Ha. Ce SIBE est caractérisé par un paysage sylvatique de qualité exceptionnelle dont notamment (i) une diversité floristique expliquée par un carrefour biogéographique entre les domaines rifain, oranais et atlasique (avec 8 associations végétales comprenant plus de 720 espèces et sous espèces inventoriées dont le tiers est représenté par des plantes aromatiques et médicinales et des cultivars tel que le néflier et l'amandier), (ii) une riche population faunistique avec une quarantaine d'espèces endémiques, de nombreuses espèces rares et des espèces menacées (rhinolophes, caméléon vulgaire, tortue grecque, barbeau...) avec la réintroduction récente du mouflon à manchettes, (iii) des valeurs patrimoniales paysagères et culturelles avec notamment une montagne ramassée culminant à 1532m, une vallée encaissée avec des versants en falaises hautes et rapprochées, des cascades, des cultures en terrasses, la grotte du chameau (curiosité naturelle avec des formes karstiques originales) et la grotte des pigeons qui est un site préhistorique de renommée mondiale qui a hébergé des hommes préhistoriques (plus de 20 000 ans) avec la présence d'ossements et de traces liées au travail de la terre.

Le site peut être scindé en deux zones : (i) les paysages de falaises et escarpements, intégrant les grottes du chameau et des pigeons, cette zone de près de 6150 Ha est recouverte principalement de forêt de thuya et (ii) la chênaie de Jbel Foughal d'une superficie de 600 Ha, habitat naturel doté d'une riche faune zoologique et ornithologique.

Ces potentialités écotouristiques et culturelles restent encore insuffisamment exploitées à cause de la faiblesse des structures d'accueil, de l'absence d'aménagements d'accueil autour des grottes et de du manque de campagnes de promotion et de communication autour des sites en question.

Les activités économiques du territoire sont axées sur l'agriculture traditionnelle notamment l'arboriculture fruitière (Amandier, Néflier, Olivier...), le maraîchage et les fourrages, l'élevage de stabulation et l'apiculture.

Les Oasis de Figuig, Ich, Bouanane, Ain Chouater et Ain Chaair

Les oasis de la province de Figuig ont un climat sub-saharien caractérisé par un froid rigoureux en hiver et une chaleur intense en été. Elles sont confrontées aux aléas climatiques et hydrologiques caractérisés par une rareté de la ressource en eau. Face à cette contrainte majeure, les populations des oasis, grâce à leur savoir faire ancestral (récupération des eaux souterraines par la technique des Khetaras, adoption de tour d'eau et droits d'eau ...), ont su gérer à travers les temps, de manière raisonnée et optimale l'utilisation de cette ressource rare pour l'agriculture, la consommation humaine et l'abreuvement du cheptel. Ce savoir faire et l'organisation communautaire traditionnel ont pu assurer la durabilité de ces milieux sensibles depuis plusieurs siècles.

La superficie irriguée de manière traditionnelle par les sources de l'oasis de Figuig est de 650 Ha, alors qu'une zone d'extension de près de 590 Ha est irriguée par pompage à proximité de l'oasis. Ces pompages ont pour effet de puiser sur la même source d'eau utilisée pour l'irrigation traditionnelle des palmeraies et par conséquent une réduction des débits des sources et khetaras, ainsi qu'une augmentation de la salinité des eaux. Ce stress hydrique que connaissent les exploitations de la palmeraie, notamment en période d'été sera bientôt résorbée, grâce à la construction par les pouvoirs publics du barrage Sfisef en 2011, d'une capacité de 20 millions de m³ et d'une conduite d'amenée de 85 km d'un débit de pointe de 850l/s. Ces ouvrages permettront d'apporter une irrigation de complément à un secteur de près de 1140 Ha, intégrant l'ancienne palmeraie et les zones d'extension.



pratiquant le pompage dans la nappe. Il est prévu de généraliser l'équipement en système d'irrigation localisée dans le secteur d'extension.

Le système de culture repose en premier lieu sur le palmier dattier avec 14 variétés dont les meilleures sont Aziza et Assiane, avec 110 000 pieds productifs à l'oasis Figuig et 2500 à Ich. Ensuite l'olivier, le maraichage destiné principalement à l'autoconsommation (75%), des céréales et les cultures fourragères notamment la luzerne en association avec un élevage de stabulation (ovin et bovin).

L'agriculture oasienne qui constitue la principale source de revenus des ménages est en difficulté, en raison des causes principales suivantes : (i) la réduction des débits des sources d'eau suite à la succession des années de sécheresse et au surpompage à proximité des oasis, (ii) le morcellement, l'exiguïté des parcelles et l'indivision résultat des partages successif d'héritage, rendant les exploitations non viables économiquement (iii) la maladie du bayoud touchant les meilleures variétés des palmiers dattiers, (iv) la rareté de la main d'œuvre conséquence de l'émigration des jeunes vers les grands centres urbains du Maroc et à l'étranger et au désintéressement de ces jeunes au métier d'agriculteur en raison des faibles revenus qu'il procure.

Cette évolution démographique caractérisée par une forte migration, est la conséquence de la faible attractivité de ces territoires en raison de la faible activité économique et le peu d'emplois qu'ils procurent aux jeunes. En effet le taux d'accroissement annuel de la population est en déperdition constante : pour la province de Figuig par exemple 1% entre 1994 et 2004 et qui passe à seulement 0 % entre 2004 et 2015⁵, soit des taux de migration nette qui dépassent les 2 %. Au niveau de la CU de Figuig, ce taux est négatif, il est de - 1.2% soit des taux de migration nette qui dépassent les 3% par an.

Les communes rurales oasiennes sont parmi les communes les plus défavorisées sur le plan des indicateurs de développement humain. En effet les taux de pauvreté et de vulnérabilité sont respectivement de 23.2 % et 21.5%⁶ pour la commune Ain Chouater, 26 et 22.8% pour les communes rurales Ain Chaair et Bouanane. Au niveau provincial, ces taux sont plus favorables (13.8 % et 16.9 %).

Ces milieux oasiens de la province de Figuig, sont aussi pénalisés par leur excentricité et éloignement par rapport aux grands centres urbains et aux grands axes routiers à grand trafic de la région de l'oriental et du Maroc.

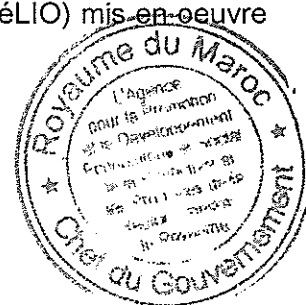
Ces oasis sont caractérisés par leur organisation communautaire et leur patrimoine culturel, architectural et historique (route des caravanes, berceau de beaucoup de dynasties marocaines, proximité des frontières algériennes...).

Face à cette crise socio-économique et environnementale que connaissent les oasis, qui risque de mettre en péril la survie de ce patrimoine national et mondial, le Maroc a élaboré en 2004 un diagnostic de l'état des lieux qui a abouti à une stratégie nationale de sauvegarde et d'aménagement des oasis. La mise en œuvre de cette stratégie, a été appuyée par le PNUD, à travers la réalisation de plusieurs projets, dont l'objectif principal est d'accompagner les acteurs locaux notamment les communes, en vue d'adopter une planification stratégique pour élaborer des plans de développement qui assureront un développement durable de ces milieux oasiens. On peut citer notamment :

- Le Programme Oasis Sud (POS) initié par l'Agence de Développement des Provinces du Sud couvrant les provinces de Guelmim – Tata- Assa/Zag ;
- Le Programme Oasis Tafilalet (POT) initié par la Direction de l'Aménagement du Territoire dans la région de Tafilalet ;
- Le Programme de Développement Local Intégré de l'Oriental (DÉLIO) mis en œuvre par l'Agence de l'Oriental ;

⁵ Prévisions du HCP

⁶ Source HCP, année 2007



Yah

Parallèlement à ces programmes, les différents départements ministériels ont mené des politiques sectorielles touchant la préservation du patrimoine agro-écologique des oasis, l'amélioration pastorale, l'appui aux activités économiques, néanmoins beaucoup d'efforts restent à faire qui doivent surtout encourager les initiatives locales qui se basent sur la valorisation des ressources propres du territoire.

Le 4 octobre 2013, SM le Roi a lancé à Errachidia une stratégie de développement des zones oasiennes, qui s'assigne comme principaux objectifs : (i) le développement humain et (ii) la valorisation des ressources économiques, naturelles et culturelles et la protection de l'environnement.

Les oasis de la province de Figuig et leur arrière pays, disposent de potentialités et de sites naturels, culturels et patrimoniaux d'une richesse exceptionnelle avec une diversité des paysages et des écosystèmes, qui malheureusement ne sont pas suffisamment mis en valeur et promus pour jouer un rôle plus actif dans le développement local de ces milieux.

En effet, les oasis de Figuig, Ich, Ain Chaair, Ain Chouater et Bouanane disposent d'une palmeraie, d'anciens Ksours et de savoirs faire oasiens (irrigation, agriculture, artisanat, construction en pisé...), un SIBE au Jbel Grouz riche en faune et flore, des parcours fréquentés par des éleveurs nomades, un plan d'eau artificiel d'une superficie de 400 Ha (barrage Sfisef), des gravures rupestres et un patrimoine culturel immatériel représenté par des chants, danses, contes, poésies diversifiés.

Une maison du patrimoine est réalisée par le programme DÉLIO au sein de l'oasis Ich, elle permettra d'exposer aux visiteurs et touristes les objets de la vie quotidienne des oasiens, les produits d'artisanat, les anciens manuscrits..., elle comportera également une salle d'exposition des produits de terroir et un centre d'interprétation de l'art rupestre. L'animation de cette maison de patrimoine permettra de renforcer l'identité culturelle de l'oasis d'Ich et de son arrière pays.

Les Hauts plateaux

Les Hauts plateaux sont représentés par les territoires des communes rurales de Bni Guil, Tendirara, Maatarka et Abbou Lakhal, situés dans la partie nord de la province de Figuig. La population de ce territoire parle le dialecte arabe et appartient dans sa majorité à la confédération tribale des Beni Guil.

Ce territoire, est limité au nord par la province de Jerada, au nord ouest par la province de Boulmane, au sud par la commune urbaine de Bouarfa et Figuig et les communes rurales de Ain Chaair et à l'Est par l'Algérie. Il a une population totale de 30 643 habitants dont 80% sont des ruraux avec une majorité de nomades. Ce territoire est constitué à plus de 95% de sa superficie totale, de parcours collectifs à dominance d'Alfa et d'armoise.

Sur le plan démographique, les communes des Hauts plateaux connaissent également une déprise démographique en effet le taux d'accroissement moyen annuel entre 1994 et 2004 est respectivement de -2.2 %, -0.7%, 0% et 0.6% pour les communes de Abbou Lakhal, Maatarka, Beni Guil et Tendirara. Ce qui s'explique par une migration relativement importante estimée à plus de 3% par an et concerne plus particulièrement les jeunes de 18 à 25 ans. Cet exode est causé par l'absence ou le manque d'appui à des initiatives locales dans le domaine économique et l'absence de qualifications de ces jeunes dans des métiers qui pourraient assurer leur insertion professionnelle en ville ou dans les secteurs irrigués d'agriculture intensive.

Les indicateurs de développement humains, sont également parmi les plus faibles au niveau provincial et régional, avec trois communes qui ont des taux de pauvreté qui sont en dessus des 25 % (Tendirara : 28.4%, Bni Guil (26.9%) , Maatarka (25.4 %), et qui dépassent de loin les moyennes provinciales (13.8 %) et régionales (10.1%).

Ces hauts plateaux forment une vaste région naturelle, ayant une altitude variant de 1100 à 1500 m. Ils sont situés dans l'étage climatique aride à hiver froid à frais. Les précipitations



Cal

sont faibles et irrégulières, la pluviométrie moyenne se situe aux alentours de 200 mm par an qui peut varier énormément d'une année à l'autre. Les températures moyennes maximales sont de l'ordre de 40°C en juillet et août et les températures moyennes minimales de 0° C en janvier. Les vents sont très fréquents et peuvent être violents.

Les ressources en eau sont rares : les eaux de ruissellement des pluies sont collectées selon des techniques traditionnelles au niveau des Ghdirs pour l'abreuvement du cheptel ou par des citernes enterrées (Jboub). Les eaux souterraines sont constituées par des nappes phréatiques de faible puissance et sont exploitées pour la consommation humaine et pour l'abreuvement du cheptel. Elles sont exploitées par des puits de quelques dizaines de mètres de profondeur. Des forages dont la profondeur varie de 100 m à plus de 350 m sont également exploités pour l'abreuvement du cheptel.

La zone a connu deux longs et successifs épisodes de sécheresse pendant les deux dernières décennies, à savoir les périodes 1978-1984 et 1996-2002. Actuellement, on estime que la sécheresse survient en moyenne deux années sur cinq, ce qui influence de manière négative l'économie pastorale basée sur l'exploitation des parcours naturels.

Les Hauts plateaux sont le domaine de la steppe à Alfa et de l'Armoise, utilisées comme parcours collectif par les éleveurs nomades connus par l'élevage ovin de la race Beni Guil. Cette race est caractérisée par sa rusticité, son adaptation aux conditions difficiles du milieu et appréciée par sa qualité bouchère. Elle vient d'acquiescer le label Beni Guil et dispose de l'indication géographique protégée délivrée par les services du ministère de l'agriculture. Ce label, lui permettra de pénétrer les marchés internationaux, notamment européens. Néanmoins, les éleveurs désirant ce label « Agneau laiton », doivent respecter un cahier des charges stricte quand à la conduite des troupeaux, l'alimentation, la conduite sanitaire et la reproduction (carnet d'agnelage), ce qui ne sera pas à la portée de tous les éleveurs de la zone.

Cet écosystème pastoral est caractérisé par une dégradation des parcours, conséquence d'une surexploitation des ressources pastorales. Les éleveurs sont aussi confrontés aux aléas climatiques et à la sécheresse, ce qui rend leur situation économique vulnérable notamment au milieu des petits éleveurs.

La population est dispersée et pratique dans sa majorité la transhumance. Actuellement, les déplacements des animaux sont rendus plus faciles grâce à l'utilisation des camions, ce qui favorise la surexploitation des parcours et rend difficile la régénération des espèces pastorales. Cette dégradation des parcours, s'est accompagnée d'une évolution progressive du système pastoral qui est passé d'un mode de gestion traditionnel basé exclusivement sur les ressources pastorales à un mode de gestion agro-pastoral (extension des terres des cultures pluviales au détriment des parcours, expliqué aussi par une volonté d'appropriation privé des terres collectives des parcours), basé sur la supplémentation des animaux.

Pour améliorer la gestion et l'aménagement de ces espaces pastoraux, ainsi que les conditions de vie et de revenus des populations pastorales des Hauts plateaux, les pouvoirs publics ont mis en œuvre plusieurs programmes, dont les plus importants sont :

- Le projet de développement pastoral et de l'élevage dans l'oriental (PDPEO) appuyé par le FIDA(phase 1 et 2 entre 1998 à 2006), il est intervenu sur les aspects (i) d'amélioration des parcours, (ii) les mises en défens, (iii) le développement des points d'eau, (iv) l'appui aux coopératives pastorales dans les activités d'élevage et l'organisation de l'exploitation des parcours collectifs et (v) appui aux AGR au bénéfice des femmes.
- Le projet « lutte participative contre la désertification et réduction de la pauvreté dans les régions de hauts plateaux arides et semi-arides du Maroc oriental ». Ce projet constitue une continuité du PDPEO, est mis en œuvre par le HCEFLCD dans le cadre d'un accord tripartite avec les ministères de l'agriculture et de l'intérieur sur la période 2009/2015. Il est appuyé par le FIDA, le GEF et l'ONUDI.



objectifs l'atténuation de la dégradation des terres, la protection des ressources naturelles, la lutte contre la désertification de l'écosystème pastoral dans les hauts plateaux et l'amélioration du niveau de vie de la population.

Sur le plan écologique, la commune rurale de Abbou Lakhal, limitrophe des oasis de Figuig et d'Ich, dispose d'un site naturel d'intérêt biologique et écologique délimité au niveau de Jbel Grouz ayant une diversité faunistique et floristique ainsi que des sites de gravures rupestres. Le territoire de la commune renferme également la retenue du barrage Sfisef réalisé en 2011, ainsi que le site du barrage Rguiz dont les travaux viennent d'être lancés. Ces sites naturels à côté des parcours et des oasis de Figuig et Ich, Bouanane, Ain Chair et Ain Chouater constituent un potentiel pour le développement et la promotion d'un circuit touristique axé sur le patrimoine culturel et naturel de la région.

Le rôle de la femme pastorale reste important au sein du ménage, même si ses principales activités restent liées à l'éducation des enfants, la préparation des repas, l'entretien du foyer et la confection de produits artisanaux. Elles participent également aux activités productives liées à l'élevage ovin. La femme dispose néanmoins d'un certain degré d'autonomie économique à travers les travaux d'artisanat et de petit élevage. Elle a un calendrier de travail très chargé et reste très peu ouverte sur le monde extérieur. L'équipement de quelques tentes nomades par des kits d'énergie solaire à titre démonstratif par le programme DÉLIO, a été très apprécié par les différents acteurs locaux. Cette action a eu un impact sur l'amélioration des conditions de vie des nomades, notamment les femmes et les enfants.

Sur le plan culturel, la population des hauts plateaux ont un savoir faire ancestral en matière de vie pastorale, de même que ce territoire est riche par sa culture nomade avec ses expressions culturelles multiples et variées (contes, chants, danses...). Pour faire connaître cette culture au grand public, le programme DÉLIO a appuyé la réalisation et l'édition d'un livre sur la culture nomade des Hauts plateaux.

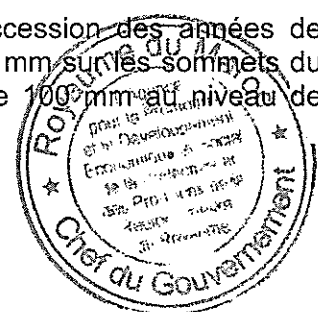
L'activité touristique est pénalisée par l'enclavement de la zone et de son excentricité, de la faiblesse des structures d'accueil et d'une faible promotion des territoires et de leurs potentialités naturelles, culturelles et historiques. Par ailleurs, très peu de guides touristiques de grand public, ne cite les territoires des hauts plateaux et des oasis dans leurs circuits (excepté l'ouvrage « les pistes du Maroc »).

Le bassin Guir-Bouanane et le Haut Atlas oriental

Ce territoire regroupe les communes rurales du cercle de Bni Tadjit dépendant de la province de Figuig (Ain Chouater, Ain Chaair, Bouanane, Beni Tadjite, Talsint, Boumerieme, Bouchaouene) avec une population de 59 411 habitants en 2004 dont plus de 70% en milieu rural et moins de 30 % habitant les centres urbains de Bouanane, Talsint et Bni Tadjite. Une majorité de cette population appartient à la confédération tribale amazigh des Ait Sghrouchen, qui a opposé une résistance farouche à l'occupation française. La population nomade du territoire est arabophone, alors que la population sédentaire des douars et des oasis est berbérophone.

Sur le plan démographique, le territoire connaît également une décroissance, en effet les taux d'accroissement de la population entre 1994 et 2004, est négatif au niveau de la commune de Ain Chouater (-1.5%) et faible dans les autres communes : Bouanane (0.2%), Boumerieme (1.2%), Talsint (1.4%), Beni Tadjite (1.9%) et Bouchaouene (2.5%). Cette déprise est la conséquence de la migration des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi au niveau du territoire et qui ne sont plus attirés par les activités agricoles et d'élevage, qui restent peu rémunératrices.

La pluviométrie est irrégulière et fortement influencée par la succession des années de sécheresse. La pluviométrie moyenne annuelle atteint près de 250 mm sur les sommets du haut atlas oriental, 150 mm au niveau de Beni Tadjit et moins de 100 mm au niveau de Bouanane, Ain Chaair et Ain Chouater.



Cba

Les activités économiques du territoire sont axés sur :

- L'élevage nomade sur les parcours collectifs à chénopodiacées dominant et à alfa et armoise dégradée au niveau de la zone montagneuse du haut atlas oriental. Le cheptel est constitué principalement d'ovins de race locale (certains éleveurs des communes de Boumerieme et Bouchaouene commencent à introduire la race Beni Guil), mais également de caprins. La transhumance s'effectue vers les hauts plateaux de Beni Guil en été (par les Ouled Nasser), ainsi que vers les parcours d'Outat El Haj dans la province de Boulmane (par les tribus de Talsint). La zone d'Ain Chouater est caractérisée par l'existence d'un élevage de camelins avec près d'un millier de têtes.
- L'agriculture irriguée de manière traditionnelle, pratiquée dans les vallées des oueds Guir, Ait Aissa et Bouanane; la superficie cultivée reste faible et ne représente que moins de 0.5% de la superficie totale du territoire. Le débit moyen des Khetaras drainant les nappes phréatiques est estimé à 220 l/s. La superficie totale irriguée est estimée à 2000 ha dont 1600 ha par khetaras et sources et 400 ha par pompage au niveau de la nappe phréatique. Le système de mise en valeur agricole dans ces périmètres est en général basé sur les céréales, la luzerne, le maïs, le maraichage et l'arboriculture fruitière (palmier-dattier et l'olivier).
- L'activité minière est menée de manière artisanale par des coopératives ou par des artisans mineurs individuels, au niveau des communes de Bni Tadjite (plomb, Zinc et Barytine), Bouanane (Barytine exploitée par la compagnie Comabar) et Talsint (plomb). Malgré son importance économique, ce secteur reste mal organisé et exposé à des conflits réguliers entre les artisans mineurs et les compagnies d'exploitation.
- L'exploitation artisanale des plantes aromatiques et médicinales (le romarin), dont la matière sèche est vendue à l'état brute (3 Dh le kg) par 3 coopératives des CR de Talsint et Boumerieme (regroupant près de 300 adhérents) à un industriel de Casablanca. Les quantités vendues sont estimées à 1000 tonnes par an.

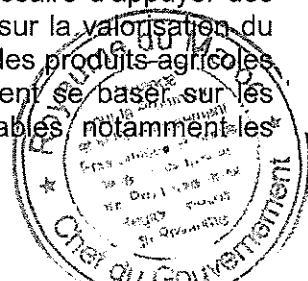
Ce territoire offre des paysages exotiques représentés par les montagnes du front oriental du Haut Atlas, les steppes et le désert immense, un climat sec et sain, des oasis (Ain Chaair, Ain Chouater et Bouanane). De même que la zone dispose de dunes de sables, où des activités de cure de santé par bain de sables sont initiées, mais de manière informelle et peu professionnelle (CR Ain Chouater).

d) Les principales problématiques des territoires d'intervention du programme

Les territoires d'intervention du programme, sont tous confrontés à une problématique de déprise démographique conséquence de la migration des jeunes hommes vers les grands centres urbains du Maroc ou vers l'étranger. Cette migration est expliquée par l'absence d'opportunités d'emplois rémunérateurs et le désintéressement de ces jeunes aux activités traditionnelles d'agriculture et d'élevage.

Pour les agriculteurs et les petits éleveurs, les revenus générés par les seules activités d'agriculture et d'élevage ne peuvent plus faire face aux dépenses des ménages et c'est souvent les transferts d'argent des membres de la famille ayant migré, qui vient combler ce déficit. Ces transferts sont malheureusement destinés dans leur majorité à des dépenses de consommation et très peu à des activités d'investissement productives.

Pour apporter une réponse, à cette problématique majeure, il est nécessaire d'appuyer des activités économiques alternatives et complémentaires, qui se basent sur la valorisation du patrimoine, culturel et historique de ces territoires et sur la valorisation des produits agricoles afin d'en tirer plus de revenus. Ces activités à mettre en place, doivent se baser sur les ressources locales et bénéficier en premier lieu aux populations vulnérables notamment les



femmes et les jeunes. Le programme DÉLIO a initié cette démarche, la nouvelle phase devra renforcer la dynamique enclenchée, par l'accompagnement des projets mis en place, la mise en œuvre de nouveaux projets et la promotion de ces territoires en vue de développer des activités éco-touristiques et de tourisme culturel qui puissent créer des emplois au profit de ces populations défavorisées.

L'une des problématiques principales rencontrées par les éleveurs nomades est l'abreuvement du cheptel. En effet cette activité est relativement onéreuse et occupe une bonne partie du calendrier de travail de ces éleveurs. L'approvisionnement en eau se fait généralement par voie de camions citernes ou de citernes tractées à partir de puits ou de forages généralement équipés en groupe motopompe fonctionnant au gasoil. Le prix de l'eau varie selon la profondeur du point d'eau, il va de 6 DH à plus de 15 DH le mètre cube. Un cheptel de 100 têtes consomme en moyen 3 m3 d'eau par jour (qui peut doubler en été) soit une consommation mensuelle de 90 m3 correspondant à une dépense mensuelle de 900 Dirhams payé par l'éleveur aux coopératives pastorales ou aux associations gérant les points d'eau. Ces groupes motopompes diesel, tombent souvent en panne (la mauvaise qualité du gasoil de contrebande amplifie la fréquence de ces pannes), leur réparation nécessite souvent plusieurs journées d'attente, en effet il existe une seule unité mobile de maintenance des motopompes gérée par la province de Figuig qui dispose d'un électromécanicien.

La reconversion des motopompes diesel, en pompes solaires peut générer un gain pour les éleveurs moyens de l'ordre de 900 Dh par mois et des retombées sur la baisse de la consommation énergétique nationale en produits pétroliers.

e) Analyse des acteurs

Plusieurs acteurs interviennent dans les domaines de valorisation des filières agricoles et de la valorisation du patrimoine naturel, culturel et architectural, dont les principaux sont cités ci-dessous :

- **Les organisations professionnelles** (associations, coopératives, union des coopératives, GIE, chambres d'agriculture...) : ces organisations sont chargées de l'exploitation et de la gestion des filières, elles restent néanmoins peu qualifiées et se concentrent à l'amont de la filière (production) et sont peu présentes dans les secteurs de valorisation, de qualité et de commercialisation.
- **Les élus locaux**, représentés au niveau des conseils communaux et dont certains siègent aussi au sein des conseils provinciaux et régionaux. Les conseils communaux ont pour mandat de développer leur territoire dans tous les domaines social, économique, culturel et environnemental. L'outil de planification de ce développement est le plan communal de développement (PCD), élaboré de manière participative avec tous les acteurs de la commune et intégrant la dimension genre et environnementale. Les élus sont appelés, en particulier à appuyer les projets dans les aspects liés au foncier, en affectant des parcelles apurées et non soumises à des sources litigieuses aux activités à mettre en œuvre par le programme, normalement pour ce qui est des unités de valorisation des produits agricoles.
- **Les services extérieurs du département de l'Agriculture** (DRAO, ORMVAM, DPA de Figuig), ils interviennent particulièrement dans (i) la gestion et la réhabilitation des réseaux d'irrigation, (ii) l'appui aux agriculteurs et éleveurs à travers les subventions du FDA aux agriculteurs et aux coopératives, (iii) l'appui aux filières
- **L'Agence de Développement Agricole/ADA** (MAPM), dont la mission principale est la mise en œuvre du Plan Maroc Vert et de proposer aux autorités gouvernementales les plans d'action relatifs au soutien de l'agriculture solidaire à travers la promotion et la mise en œuvre de projets économiquement viables en vue d'améliorer le revenu des agriculteurs.



- **L'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires/ONSSA** : Il s'agit d'un acteur institutionnel clé en matière de contrôle de qualité des produits valorisés d'origine végétale et animale et de la conformité des locaux destinés aux unités de valorisation des produits agricoles. Il est représenté au niveau régional par l'ONSSA régional d'Oujda et par ses services provinciaux à Berkane et Figuig.
- **L'Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et d'Arganier/ANDZOA** : Elle a pour mission de protéger, renouveler et valoriser le patrimoine national du palmier dattier, de réaliser des programmes de développement à caractère environnemental, scientifique, économique et social autour de l'écosystème arganier.
- **Le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification/HEFLCD (DREFO)** : partenaire du programme dans le cadre du volet aménagement de la grotte du chameau du massif montagneux de Beni Snassen, elle peut s'impliquer également dans des actions du volet valorisation du patrimoine naturel en lien avec le SIBE de Jbel Grouz (CR Abbou Lakhal).
- **Le Ministère de la Culture** (Direction du patrimoine) : partenaire capital dans le volet de valorisation du patrimoine culturel, notamment pour ce qui est des activités liées au classement de l'oasis de Figuig en tant que patrimoine mondial. Le ministère est représenté par une délégation provinciale au niveau de la province de Figuig.
- **Le Ministère du tourisme et le conseil Provincial du tourisme de Berkane** : Partenaire du programme dans le cadre de l'aménagement de la grotte du chameau, ils vont être associés dans la conception des modalités de gestion de cette grotte
- **L'office National Marocain du tourisme**: partenaire stratégique en matière de promotion à l'international des produits touristiques marocains, l'office a été associé aux premières réunions sur la grotte du chameau et affirmé la disposition d'accompagner le projet en terme de promotion
- **Les autorités provinciales de Figuig et de Berkane** : ils sont les interlocuteurs principaux du programme, pour ce qui est de la validation des projets à retenir et du suivi de leur mise en œuvre.



7. CONTEXTE JURIDIQUE

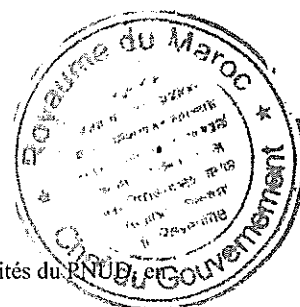
Le présent document de projet constitue l'instrument auquel fait référence à l'article 1 de l'accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement du Maroc et le PNUD, signé entre les parties le 13 mai 1982. Par conséquent, toutes les dispositions du plan d'action du programme de pays (CPAP)⁷, développé et signé par le Gouvernement du Maroc et le PNUD, lui sont applicables.

Au niveau du projet, le document de référence en matière de planification et d'exécution est constitué par le Plan de Travail Annuel (AWP) signé par le partenaire de mise en œuvre pour une durée d'une année calendaire⁸. Ainsi, pour une mesure plus efficace de la performance, les résultats attendus du projet s'inscrivent dans le cadre plus large de résultats du CPAP, et la combinaison de ces deux documents constitue désormais le « document de projet ».

Le Gouvernement s'engage à exonérer de tous droits et taxes de douanes les biens (équipements, matériels et matières) et services à acquérir pour le présent projet.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au document du projet qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que ce dernier ait l'assurance que les autres signataires du document n'ont pas d'objection à l'égard des changements proposés :

- Les révisions, ou additions apportées aux annexes du document du projet, y compris l'élaboration du plan de travail annuel détaillé et le calendrier de mise en œuvre ;
- Les révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs immédiats, les résultats et les activités d'un projet, mais qui tiennent à l'évolution de la contribution des apports déjà convenus ou aux argumentations des coûts dues à l'inflation.
- Les révisions annuelles obligatoires pour le rééchelonnement de la fourniture des apports prévus au projet, l'accroissement des dépenses des services d'experts ou d'autres frais dû à l'inflation et la prise en charge du traitement préférentiel accordé à l'agence d'exécution pour le remboursement de ses dépenses.



⁷ L'exécution du CPAP est confiée à l'Autorité Gouvernementale responsable de la coordination des activités du PNUD, et, à l'occurrence le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

⁸ Dans le cas de projets pluriannuels, un plan de travail spécifique doit être signé pour chaque année calendaire par le partenaire de réalisation et le PNUD

Upil

8. Arrangements Financiers

L'Agence de l'Oriental, partenaire de mise en œuvre du projet, contribuera au financement du projet. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), assurera le suivi régulier et l'évaluation du projet.

Les ressources financières peuvent être rendues disponibles par des avances de fonds ou des paiements directs en utilisant le formulaire « FACE » (Autorisation de financement et certificat des dépenses).

L'Agence de l'Oriental sera responsable de la coordination de l'ensemble des activités du programme et œuvrera en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes concernées engagées dans le projet. Elle sera responsable des questions techniques, administratives et financières. Il se conformera à la modalité **d'Exécution Nationale**, qui implique l'utilisation de la modalité des paiements directs ou par la modalité d'avances de fonds, et la préparation d'un rapport financier. Le PNUD assistera l'Agence de l'Oriental en lui fournissant des services (approvisionnement, expertise). Il recouvrera les dépenses engagées pour ces services conformément aux procédures courantes (frais de gestion de 3%).

Pour ce présent projet, il a été opté pour la modalité des paiements directs conformément aux procédures PNUD. Le projet prévoit le changement de cette modalité à un mode de paiement par avance après la mise en place et l'opérationnalisation de l'unité de gestion.

A cet effet, un compte bancaire sera créé au nom du « Programme DÉLIO » et servira exclusivement à la liquidation des avances de fonds reçues par le PNUD.

En ce qui concerne les paiements directs, le formulaire FACE devra être signé et soumis par le Directeur National au bureau du PNUD pour effectuer des paiements au profit de tiers pour des biens et services fournis au projet. Les paiements directs sont soumis à la politique de recouvrement des coûts du PNUD et font dorénavant objet d'une facturation tel qu'il a été précisé dans un courrier envoyé aux partenaires en Juillet 2007.

Les avances de fonds sont consenties sur la base d'une prévision des dépenses trimestrielles conformément au plan de travail annuel et au plan de travail trimestriel. Le Coordonnateur/trice National(e) soumet toute demande d'avance au bureau du PNUD dans le cadre d'un rapport financier (FACE), auquel est joint un plan de travail trimestriel. Le rapport financier remplace la demande d'avance de fonds, à l'exception de la première demande d'avance. **Cette dernière fera objet d'un courrier auquel sera annexé le spécimen de signature de l'ordonnateur du compte bancaire (le Directeur National)** et les pièces justificatives d'ouverture du compte. A la fin de chaque trimestre, le Coordonnateur National établit le rapport financier (FACE) dans la monnaie de l'avance, le but étant de comptabiliser les dépenses courantes effectuées avec des avances précédentes, de calculer le solde des avances et de demander l'avance pour le trimestre suivant en fonction du plan de travail.

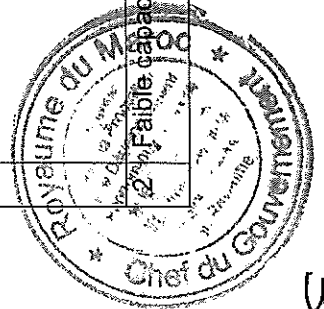
À la fin de chaque trimestre, le PNUD transmettra au projet un Rapport Combiné des Dépenses (CDR), rapport qui devra être signé, par le partenaire d'exécution et par le PNUD, à la fin de chaque année après la comptabilisation de toutes les dépenses de l'exercice.



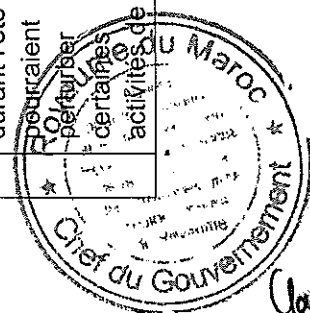
ANNEXE 1 : JOURNAL INITIAL DES RISQUES

Project Title: Programme de Développement Local Intégré de l'Oriental	Award ID:	Date: 31 mars 2013
---	-----------	--------------------

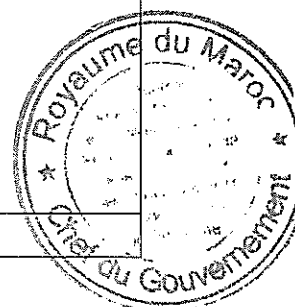
#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité (1-5)	Mesures proposées / Solution de gestion	Propriétaire	Auteur	Date d'identification	Dernière mise à jour	Statut
1	Retard dans le recrutement des membres de l'UGP	Organisationnel	I = 3 retard dans la mise en œuvre des premières activités du plan de travail de la première année du projet P = 3 les appels à candidature sont parfois infructueux à cause de l'absence de profils adaptés, et ce en relation avec l'éloignement et l'isolement de la zone du programme	Les appels à candidature doivent être lancés dès la signature du document de projet. Les activités liées aux actions de terrain de l'AWP de 2014, ne seront programmées qu'à partir du troisième trimestre	PNUD	Consultant formulation	Décembre 2013		
2	Faible capacité	organisationnel	I=4	Se focaliser sur	Coordonnateur/trice				



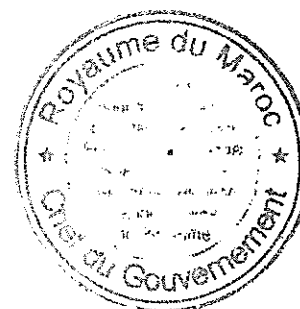
#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité (1-5)	Mesures proposées / Solution de gestion	Propriétaire	Auteur	Date d'identification	Dernière mise à jour	Statut
	de gestion et de gouvernance des organisations professionnelles gérant les unités de valorisation des produits agricoles		La durabilité des unités de valorisation est tributaire d'une bonne gestion et de gouvernance par les OP P = 3 Le métier de valorisation des produits est nouveau pour les OP, ce qui exige une gestion saine et optimale des équipements, de la chaîne de production et de la commercialisation.	les aspects de renforcement des capacités de gestion et du développement organisationnel des OP.					
3	Les élections des collectivités locales prévues durant l'été 2014, pourraient perturber certaines activités de	Politique	I = 4 La mise en œuvre des activités à caractère social peut être perçue comme un appui à la campagne	Se concerter avec les autorités provinciales concernant le calendrier de mise en œuvre	Coordonnateur/trice	Consultant formulation	Décembre 2013		



#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité (1-5)	Mesures proposées / Solution de gestion	Propriétaire	Auteur	Date d'identification	Dernière mise à jour	Statut
	terrain		<p>électorale des présidents des communes actuels.</p> <p>P = 4</p> <p>Les élections sont prévues de manière officielle pour le troisième trimestre 2014.</p>						
4	La mise en œuvre de certaines activités pourrait être confrontée à des contraintes foncières (construction des unités, équipement des terrains agricoles...)	Opérationnel	<p>I = 5</p> <p>Le non apurement du foncier peut bloquer la réalisation de certaines activités</p> <p>P = 2</p> <p>Les problèmes fonciers ne surgissent généralement qu'au moment du lancement de la réalisation physique de l'activité</p>	<p>Les activités ne seront programmées que sur la base d'un PV ou d'une décision d'octroi de la parcelle de la part du propriétaire (commune rurale, collectivité ethnique...)</p>	Coordonnateur/trice	Consultant formulation	Décembre 2013		

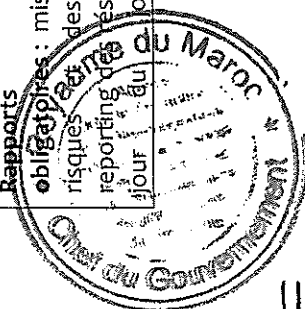


#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité (1-5)	Mesures proposées / Solution de gestion	Propriétaire	Auteur	Date d'identification	Dernière mise à jour	Statut
5	Faible capacité ou plan de charge saturé des services techniques partenaires		<p>I= 2</p> <p>Non respect des délais de mise en œuvre de certaines activités</p> <p>P= 4</p> <p>Certaines services techniques (cas de l'agriculture par exemple) disposent de peu de ressources humaines et donnent la priorité au programme d'action de leur département.</p>	<p>Prévoir de confier certaines études techniques à des prestataires de service au lieu des services techniques publiques (à intégrer dans l'AWP).</p>	Coordonnateur/trice	Consultant formulation	Décembre 2013		



ANNEXE 2 : PLAN ANNUEL DE SUIVI ET EVALUATION

ACTION	CIBLES	RESPONSABLE	CADRE CHRONOLOGIQUE				FREQUENCE/DEADLINE LIVRABLES	BUDGET		
			T1	T2	T3	T4		Descri ption	Mont ant	
REUNIONS DE SUIVI										
Réunions UGP/Assurance qualité PNUD	UGP/Assurance qualité PNUD	Responsable de l'UGP	***	***	***	***	Au moins deux fois par mois			
Réunions Comité de Projet: revue de l'avancement du projet	UGP/ Assurance qualité PNUD	Responsable de l'UGP	*	*	*	*	A la fin de chaque trimestre			
Reves mi-annuelles et annuelles	Coordination du Projet/ Assurance qualité PNUD & S/E PNUD	Responsable de l'UGP		*		*	Revue annuelle en novembre/ décembre de chaque année et Revue mi-annuelle à la juin/juillet (ou si requise exceptionnellement par le Chef de projet)			
Réunions Comité de pilotage	Direction et coordination nationale du Projet / Direction et assurance qualité du PNUD	Responsable de l'UGP/ Assurance Qualité PNUD	*		*		Réunion annuelle en janvier de chaque année et Réunion mi-annuelle à la mi-juillet (ou si requise exceptionnellement par le Chef de projet)			
REPORTING TRIMESTRIEL / ANNUEL										
Rapports trimestriels obligatoires : mise à jour des risques et des problèmes, reporting des résultats, mise à jour du journal des enseignements tirés	Comité de projet/ Assurance qualité du PNUD Le rapport doit être certifié par le DN	Responsable de l'UGP	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle ➔ Rapport trimestriel			
Rapports annuels obligatoires : mise à jour des risques et des problèmes, reporting des résultats. Mise à jour du journal des enseignements tirés	Comité de pilotage / Assurance qualité du PNUD Le rapport doit être certifié par le DN	Comité de projet/ Responsable de l'UGP				*	Elaboré en décembre de chaque année pour l'année en cours ➔ Rapport annuel			



enseignements tirés	certifié par le DN	REPORTING FINANCIER TRIMESTRIEL / ANNUEL								
Rapports de dépenses informatifs (UN Exp)	Envoyé par l'Assurance Qualité au Responsable de l'UGP	Assurance qualité PNUD	*	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle		
Rapports de dépenses combinés (CDR) trimestriel / annuel	Envoyé par Assurance qualité au responsable de l'UGP	Assurance qualité PNUD	*	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle/ Le rapport combiné des dépenses annuel est envoyé au projet aux environs du 15 mars de l'année suivant l'exercice Le CDR annuel doit être vérifié par l'UGP et certifié par le DN/ et transmis au PNUD		
REUNIONS DE PLANIFICATION										
Atelier de planification annuelle	Comité de projet/ UGP/ Assurance qualité	Responsable de l'UGP					*	Décembre de chaque année ou au plus tard en Janvier de l'année d'après		
DOCUMENTS DE PLANIFICATION										
Plan de travail annuel	Partenaires	Responsable de l'UGP					*	AWP doit être signé avant le 15 Janvier de chaque année		



2. STRATEGIE

Cette stratégie se fonde sur (i) les leçons apprises et les acquis du programme DÉLIO, (ii) les orientations stratégiques des PCD, en donnant la priorité aux projets émanant de ces PCD réalisés lors de la première phase de DÉLIO, tout en privilégiant les activités et projet à caractère intercommunal, (iii) les axes stratégiques d'intervention de l'Agence de l'Oriental (2013-2016), notamment ceux concernant la lutte contre la pauvreté, la conservation des ressources et la protection du patrimoine et la promotion de la région de l'Oriental et (iv) les orientations stratégiques de l'UNDAF (2012-2016) en particulier pour ce qui est de la réduction de la vulnérabilité et des inégalités, notamment celles du genre.

L'analyse de la situation a fait ressortir comme problématique centrale l'insuffisance des revenus générés par les activités économiques traditionnelles (Agriculture de subsistance, élevage nomade..) pour (i) faire face aux dépenses des ménages pour une majorité des foyers des territoires ciblés par le programme et (ii) générer des emplois aux jeunes dont une bonne partie opte pour l'exode vers les grands centres urbains du Royaume ou à l'étranger.

Les femmes sont les plus touchées par les difficultés économiques que connaissent les territoires du programme, en effet devant ces problématiques, les jeunes hommes optent souvent pour la migration vers les villes à la recherche d'emplois rémunérateurs, ce qui n'est pas le cas des jeunes femmes qui ne peuvent pas migrer à cause des contraintes culturelles.

L'enjeu principal, sera de lutter contre la pauvreté dans la zone d'intervention du programme à travers la recherche d'alternatives économiques et des activités complémentaires à l'agriculture et l'élevage, notamment l'écotourisme et le tourisme culturel par la valorisation du patrimoine naturel et culturel et la valorisation des filières agricoles. Cette diversification des activités économiques, devra se faire en se basant sur les ressources propres des territoires du projet en vue d'assurer un développement humain durable qui préserve les ressources naturelles, culturelles, patrimoniales et historiques de la zone.

Afin de faire face à ces problématiques, la démarche du programme se structure autour des orientations stratégiques suivantes :

- La consolidation des acquis et des bonnes pratiques du programme DÉLIO, notamment en termes de valorisation des produits de terroir et de valorisation du patrimoine naturel, culturel et humain. Ceci sera concrétisé par l'accompagnement des projets réalisés dans les domaines de la qualité des produits et de leur commercialisation et la poursuite des activités en relation avec la déclaration de l'oasis de Figuig, patrimoine universel par l'UNESCO et l'aménagement de la grotte du chameau.
- Une stratégie de communication axée sur les territoires sera mise en œuvre, en vue de (i) renforcer et de promouvoir l'identité territoriale des zones d'intervention du programme pour les rendre plus attractifs, (ii) faire connaître les bonnes pratiques et dynamiques générées par le programme DÉLIO et autres interventions (iii) mettre en place un réseau d'échange des expériences et de savoir faire entre les différents acteurs des territoires du programme ainsi qu'avec d'autres programmes similaires du Maroc (PNUD et SNU, autres programmes de coopération, programmes sectoriels...).
- Une stratégie de lutte contre la pauvreté à travers la diversification des activités économiques et des sources de revenus par l'appui aux activités touristiques (écotourisme et tourisme culturel) et la valorisation des produits agricoles qui se base sur le savoir faire des populations locales. Cette activité éco touristique sera basée sur la mise en place et la promotion de circuits touristiques dont certains ont été déjà testés par les acteurs locaux et qui allieront les thématiques liées aux oasis et à ses patrimoines culturels et historiques, le savoir faire des populations locales, la vie



pastorale et la culture nomade, et les ressources naturelles (montagnes, lacs naturels et artificiels, végétation....). Ces thématiques seront découvertes par les touristes à travers un circuit de randonnées et un accueil chez les nomades dans les tentes et chez l'habitant aux Ksours des oasis.

- Une stratégie d'économie d'eau et d'énergie en appui aux filières productives (agriculture et filière viande rouge ovine Bni Guil).

La première année du programme sera consacrée à la mise en place des structures de gestion du programme et l'achèvement des activités non réalisées dans le cadre du programme DÉLIO ainsi que la validation et la formalisation avec les acteurs locaux des initiatives et projets contenus dans le présent document et des mécanismes d'accompagnement des projets mis en place.

La deuxième phase du programme (l'année 2 à l'année 4) sera dédiée à la réalisation des actions du nouveau programme, notamment la mise en œuvre, l'accompagnement des projets de valorisation des filières et de valorisation du patrimoine naturel et culturel ainsi que les actions liées à la communication et au marketing territorial.

La dernière année du programme sera consacrée à la capitalisation des acquis du nouveau programme en veillant à assurer leur transfert et appropriation par les acteurs locaux.



Yaf

3. CADRE DES RESULTATS ET RESSOURCES

3.1.OUTPUTS ET RESULTATS

Objectif global : **Contribuer à l'amélioration du niveau de vie des populations défavorisées des territoires cibles, par la diversification des activités économiques et la valorisation du patrimoine.**

Le programme contribue aussi à des objectifs liés à la gouvernance et au développement durable, à travers (i) l'appui aux structures de gestion des unités productives de valorisation des filières et au renforcement des capacités des équipes chargées de la coordination provinciale des processus de planification stratégique et (ii) la préservation et la valorisation des patrimoines naturels et culturels des territoires du programme.

- **Produit 1** : Les capacités des communes sont renforcées et des actions prioritaires de proximité à caractère social émanant des PCD sont mises en œuvre.
- **Produit 2** : Les initiatives locales de développement liées à l'éco tourisme sont appuyées et promues
- **Produit 3** : L'identité culturelle et patrimoniale des zones d'intervention du programme est renforcée
- **Produit 4** : Les filières des produits locaux sont appuyées et valorisées
- **Produit 5** : l'Unité de Gestion du Programme est opérationnelle, les capacités des bénéficiaires et membre de l'UGP sont renforcées, un plan de communication et de suivi évaluation élaborés et mis en œuvre

Produit 1 : Les capacités des communes sont renforcées et des actions prioritaires de proximité à caractère social émanant des PCD sont mises en œuvre.

Activité 1. : développer les capacités individuelles et organisationnelles des provinces ciblées

Cette activité permet d'appuyer les acteurs locaux dans le processus de planification stratégique visant l'élaboration d'un plan de développement provincial, notamment sur le volet renforcement des capacités des acteurs et de l'équipe provinciale d'appui. Ce plan de développement provincial s'appuiera en partie sur les éléments de diagnostic et d'orientations stratégiques émanant des PCD. Il permettra aussi d'élaborer un tableau de bord de suivi et évaluation des projets de coopération mis en œuvre au niveau de la province. Cet outil permettra aux responsables provinciaux et à ce programme d'assurer une meilleure coordination et synergie entre les différents programmes intervenant sur le territoire provincial.

Activité 2: mettre en œuvre des actions prioritaires à caractère social issues des PCD

L'activité permettra d'appuyer les communes dans la mise en œuvre des actions de proximité prioritaires à caractère social, émanant des PCD et exprimées par les populations. Ces actions visent en particulier :

- l'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers (i) l'appui à la préscolarisation par l'aménagement et équipement des crèches et (ii) la lutte contre l'abandon scolaire notamment au niveau du passage du primaire au secondaire touchant une forte proportion des filles, en assurant le transport scolaire des élèves des localités et ménages éloignés du collège,



- Assurer un service de santé pour les populations éloignées des structures hospitalières pour les situations d'urgence, en mettant en place un service de transport sanitaire, notamment pour ce qui est de l'évacuation urgente des femmes enceintes en situation d'accouchement.
- L'amélioration des conditions de vie de la femme et de l'enfant nomade, en équipant les tentes nomades par du courant électrique photovoltaïque (kits d'énergie solaire) et de citerne pour transport et stockage d'eau.

Produit 2 : Les initiatives locales de développement liées à l'éco tourisme sont appuyées et promues

Malgré leurs potentialités naturelles et culturelles, les territoires de la zone du programme attirent très peu de touristes aussi bien nationaux qu'internationaux. Le développement de l'activité touristique dans une vision de développement durable peut générer beaucoup de revenus et des emplois aux populations défavorisées de la zone et freiner la forte tendance d'émigration des jeunes de la région. Cette activité permet donc de promouvoir les territoires afin de les rendre plus attractifs et d'appuyer les produits écotouristiques qu'offrent ces territoires. Il s'agit en particulier des activités :

Activité 3 : accompagner et promouvoir les produits éco touristiques

- Renforcement des capacités des acteurs et professionnels du tourisme et de leurs organisations, dans les activités liées au tourisme durable (accueil, restauration, hygiène, animation...) par des formations actions.

Activité 4: Appuyer des projets de tourisme solidaire dans la région

- Mise en place des circuits éco touristiques qui feront l'objet de promotion.
- Organisation d'un Eductour au profit d'opérateurs touristiques nationaux et internationaux spécialisés dans le tourisme durable (écotourisme et tourisme culturel), qui permettra de faire connaître les circuits et les produits écotouristiques aux professionnels afin d'assurer leur promotion et commercialisation.
- Appui à des projets pilotes de bivouacs pour l'accueil touristique et d'hébergement chez l'habitant, au profit des jeunes.

Activité 5: Elaborer et diffuser des publications pour la promotion du tourisme

- Mise en place de signalisation touristique pour la mise en valeur les sites naturels et culturels des territoires.
- Réalisation des publications et supports de communication pour la promotion des potentialités touristiques et la publication d'articles dans les magazines spécialisés dans l'écotourisme et le tourisme culturel, production de supports de communication et de brochures



Yal

Produit 3 : L'identité culturelle et patrimoniale des zones d'intervention du programme est renforcée

Activité 6 : élaborer un rapport sur Le patrimoine matériel et immatériel de l'Oasis de Figuig pour être reconnu et protégé

Cette activité, permet de poursuivre les efforts qui ont été réalisés lors de la première phase du programme DÉLIO, en particulier pour ce qui est du plaidoyer en faveur de l'inscription de l'Oasis de Figuig en tant que patrimoine universel et de son inscription en tant que patrimoine national. Il s'agit d'accompagner les acteurs locaux et institutionnels dans le processus de préparation des dossiers de la première phase pour l'inscription de l'Oasis Figuig en tant que patrimoine mondial, en particulier pour ce qui est de la recherche documentaire existante, l'élaboration de documents complémentaires, la définition et l'analyse du bien culturel (selon normes de l'Unesco), l'appui à la constitution de l'équipe qui sera chargée de piloter cette phase et la mobilisation de l'expertise nécessaire.

Activité 7: appuyer la mise en œuvre d'initiatives de valorisation et de promotion du patrimoine culturel et naturel des territoires du programme pour leur valorisation

Cette activité permet de valoriser et promouvoir les patrimoines naturels et culturels de la zone d'intervention du programme, en particulier de :

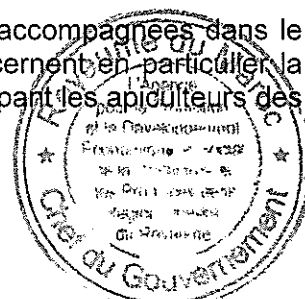
- valoriser la grotte du chameau dans le massif montagneux Beni Snassen, à travers son aménagement interne (escaliers, éclairage, sonorisation...). Cet action permettra de finaliser l'aménagement global du site et de son environnement et de le rendre prêt à recevoir des visites guidées. Il permettra aussi de mettre en place une structure et des modalités de gestion de la grotte et de son environnement et ce dans le cadre d'un processus de concertation avec l'ensemble des acteurs concernés (commune rurale Zegzel, Eaux et Forêts, Tourisme, autorité provinciale, Conseil provincial de tourisme...).
- Accompagner les acteurs locaux (communes et associations), dans l'opérationnalisation de la maison du patrimoine d'Ich et du musée pastoral de Beni Guil à travers la mise en place des modalités de leur gestion et animation ainsi que la finalisation de leur équipement et ameublement.
- Mettre en place une maison du patrimoine à Bouanane

Produit 4 : Les filières des produits locaux sont appuyées et valorisées

Activité 8 : appuyer la réalisation d'initiative de mise en valeur des filières des produits locaux

Afin de diversifier les activités économiques des territoires et de mieux valoriser les produits de l'agriculture, le programme continuera à apporter son appui aux unités de valorisation pilotes mises en place durant la première phase du programme DÉLIO (filières apicole, huile d'olives et dattes) à travers l'accompagnement et le renforcement des capacités des structures de gestion dans les domaines technique, de la qualité et du marketing et commercialisation des produits, dans l'objectif d'assurer leur autonomisation et durabilité. Ces unités pilotes permettront d'encourager les autres producteurs des territoires du programme à s'inscrire dans la même démarche d'une meilleure valorisation des produits locaux, qui permettra de leur procurer des revenus supplémentaires à l'activité agricole traditionnelle.

Dans ce même cadre, d'autres unités seront mises en place et accompagnées dans le territoire du bassin du Guir et du Haut Atlas Oriental, elles concernent en particulier la mise en place d'une unité de valorisation du miel à Talsint, regroupant les apiculteurs des



Uaf

communes rurales de Talsint et Boumerieme et une exploitation expérimentale de la production du cumin dans la commune rurale d'Ain Chouater.

Les activités de ce produit, permettront également d'accompagner les unités mises en place dans le processus d'obtention d'un certificat d'agrément sanitaire délivrés par les services compétents du ministère de l'agriculture (ONSSA).

Ce résultat vise aussi à appuyer la filière viande ovine Bni Guil des Hauts plateaux, à travers la réduction des dépenses liées à l'acquisition de l'eau destinée à l'abreuvement du cheptel par les nomades, par le biais de la reconversion des systèmes de pompage de gasoil actuels en système de pompage solaire. Cette reconversion permettra une économie de l'ordre de 900 Dh/mois pour les éleveurs nomades disposant d'un effectif moyen d'une centaine de têtes. Cette activité sera à caractère démonstratif et contribuera à encourager à étendre la reconversion là où la technologie du pompage solaire le permet (forages de profondeur inférieure à 200 m), ce qui permettra de générer des économies aussi bien pour les éleveurs que pour l'économie nationale.

Le pompage solaire sera également utilisé en appui à la filière oléicole du massif montagneux des Bni Snassen, en permettant aux agriculteurs d'économiser sur les charges liées au pompage de l'eau d'irrigation, évaluées à près de 2 DH le m3 correspondant à une dépense de près de 8000 DH l'hectare irrigué, annuellement.

Activité 9 : Accompagner et renforcer les capacités les organisations professionnelles pour l'obtention des agréments sanitaires et la commercialisation de leurs produits

Les unités de valorisation pilotes mises en place, seront accompagnées en vue d'assurer leur durabilité, par le biais du renforcement des capacités des membres et des structures de gestion dans les domaines technique, de la qualité et du marketing et commercialisation des produits.

Les activités de ce produit, permettront également d'accompagner les unités mises en place dans le processus d'obtention d'un certificat d'agrément sanitaire délivrés par les services compétents du ministère de l'agriculture (ONSSA).

Pour la promotion des produits de ces unités, le programme encouragera l'exposition de ces produits dans les foires et salons agricoles, ainsi que la participation des membres des unités dans des visites d'échange à des unités de valorisation similaires.

Dans la perspective du développement de l'énergie solaire pour l'éclairage des tentes nomades et pour le pompage solaire des points d'eau pastoraux, le programme appuiera la création d'une société de service dans le domaine de l'installation et de la maintenance des panneaux solaires, au profit des jeunes de la zone.

Produit 5 : l'Unité de Gestion du Programme est opérationnelle, les capacités des bénéficiaires et membre de l'UGP sont renforcées, un plan de communication et de suivi évaluation élaborés et mis en œuvre

Activité 10 : mettre en place les structures de coordination et de gestion du programme

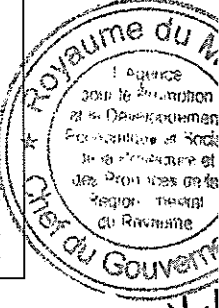
Activité 11 : Elaborer et suivre la mise en œuvre d'un plan de développement des capacités des membres de l'UGP et de partenaires, et d'un plan de communication

Activité 12 : mettre en place et opérationnaliser un système de suivi évaluation



3.2. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

<p>Outcome no. 3 : La vulnérabilité et les inégalités, notamment celles de genre, sont réduites par le biais de l'appui aux politiques/ stratégies et programmes de développement économique et social.</p>
<p>Produit 3.2 : Les capacités organisationnelles, institutionnelles et de participation des organisations des la société civile ciblant les populations vulnérables dans les médinas, les zones rurales et périurbaines, sont accrues.</p> <p>Produit 3.5 : Les stratégies et les programmes économiques et sociaux pro-emploi, visant la réduction de la pauvreté et des inégalités, sont appuyées dans leur conception et mise en œuvre</p> <p>Indicateur 3.2.1. : Nombre d'organisation de la société civile (ciblant la population la plus vulnérable) dont les capacités organisationnelles, institutionnelles et de participation ont été renforcées</p> <p>Cible finale : au moins 15 organisations de la société civile (ciblant la population la plus vulnérable) dont les capacités organisationnelles, institutionnelles et de participation ont été renforcées</p> <p>Indicateur 3.5.1. : Nombre de stratégies et programmes économiques et sociaux pro-emploi, visant la réduction de la pauvreté et des inégalités, appuyées dans leur conception et MOE</p> <p>Cible finale : Au moins 3 stratégies nationales appuyées dans leurs mise en œuvre (Plan maroc vert, Vision 2020 touristique, Commune à l'horizon 2015)</p> <p>Indicateur 3.5.2. : Nombre de partenaires adoptant des approches innovantes visant la création de l'emploi</p> <p>Cible finale : au moins 2 partenaires adoptant des approches innovantes visant la création de l'emploi (Commune pour la grotte du chameau et l'association pour la maison du Patrimoine)</p>
<p>Stratégie de partenariat : Mise en œuvre Nationale (NIM) : L' AGENCE DE L'ORIENTAL.</p>
<p>Project Title: Programme de Développement Local Intégré de l'Oriental- phase 2</p>
<p>Atlas Award ID :</p>



Action	Indicateur	Situation de base	Cible	source de vérification	Partie responsable	Budget en US\$ Au taux de mars 2014 8,212
Produit 1 : Les capacités des communes sont renforcées et des actions prioritaires de proximité à caractère social émanant des PCD sont mises en œuvre.						
Indicateurs :						
Nombre de projets à caractère social mis en œuvre						
Nombre de bénéficiaires des projets %H et %F						
Nombre de bénéficiaires du plan de développement des capacités %H %F						
Activité 1. : développer les capacités individuelles et organisationnelles des provinces ciblées						
Cible :						
Au moins 5 projets A déterminer						
A déterminer						
Action 1.1 Elaborer et mettre en œuvre un plan de développement de capacité en appui à la planification stratégique au profit des collectivités locales	Nombre de fonctionnaires et des structures bénéficiaires des actions de renforcement des capacités % jeunes % femmes	Absence de formations spécifiques visant l'intercommunalité et l'amorçage d'une dynamique de développement provinciale	08 bénéficiaires pour 5 communes par an 60% jeunes 40% femmes	Plan de formation- liste des bénéficiaires- liste de présence- rapport d'évaluation	ADO (lead)	12 230,92
Action 1.2 élaborer et opérationnaliser un tableau de bord provincial pour le suivi et l'évaluation des projets de coopération.	Un tableau de bord pour le suivi et l'évaluation des projets de coopération est mis en place au niveau de la province de Figuig	Absence d'un outil de suivi des projets de coopération	Un tableau de bord pour le suivi et l'évaluation des projets de la coopération élaboré et opérationnel (2016)	Le tableau de bord	Provinces Conseil Provinciaux Communes Agence (lead)	24 461,84
Action 1.3 éditer des publications sur les initiatives de développement dans les territoires cibles	Nombre de publications		3 publications à raison de Une publication par an (2015 2016 2017)	La publication - liste des destinataires	Agence (lead)	97 847,36



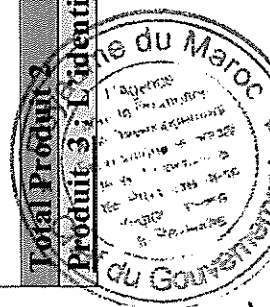
Activité 2: mettre en œuvre des actions prioritaires à caractère social issues des PCD						
Action 2.1 construire, aménager et équiper des crèches pour enfants de 3 à 5 ans	Nombre d'enfants bénéficiaires Nombre de crèches aménagées et équipées Nbre de crèches aménagées et équipées pour des enfants de 3 à 5 ans	communes rurales ne disposent pas de crèches ou disposent de crèches non convenables pour l'accueil des enfants	6 crèches ont été aménagées (construites) et équipées. (2016) 120 enfants de 3 à 5 ans en bénéficient/an 6 crèches aménagées et équipées pour 120 enfants âgés de 3 à 5 ans / par an	PV de réception des Crèches aménagées/constuite et équipées – liste des élèves bénéficiaires.	UGP Agence (lead) Communes Provinces	366 927.59
Action 2.2 mettre un place un dispositif de transport scolaire au profit des enfants notamment des filles en milieu rural	Nbre de bénéficiaires de transport scolaire % filles rurales % garçons	Les communes rurales ne disposent pas de transport scolaire pour un nombre de zones enclavées	180 enfants/an 40% filles rurales 60% garçons	Justificatif d'acquisition des véhicules Accord de transfert et de gestion	UGP Agence (lead) Communes Provinces	220 156.56
Action 2.3 acquisition d'ambulances au profit des communes	Nombre d'intervention dans la province et en dehors de la province	Difficultés d'évacuation de personnes malades et de femmes enceintes		Justificatif d'acquisition des véhicules Accord de transfert et de gestion Registres des communes	UGP Agence Communes Provinces	220 156.56
Action 2.4 doter les ménages nomade en moyens adaptés en matière d'électrification et d'eau potable	Nbre de ménages nomades équipés en énergie solaire et moyen salubre de transport d'eau	Les tentes nomades ne disposent pas de courant électrique L'eau potable est transportée dans des citernes métalliques rouillées	300 ménages nomades équipés en énergie solaire et moyen salubre de transport d'eau	Justificatifs d'acquisition des dispositifs de l'énergie solaires/eau - PV de réception – liste des bénéficiaires-	UGP Agence Communes Provinces	293 542.07



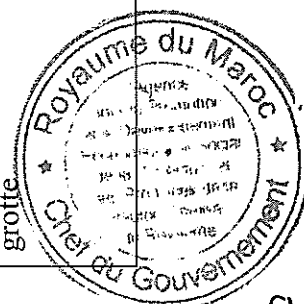
Action 2.5 construire et équiper un centre d'accueil de femme enceintes Dar Aloumouma à Tafoughalt	Un centre de santé (dar al oumouma) construit, équipé et opérationnel	Absence de centre d'accueil de femme en attente d'accouchement	un centre de santé (Dar Aloumouma) construit, équipée et opérationnel (2016)	PV de réception de la maison – PV d'accord de gestion et de fonctionnement	UGP Agence (lead) Communes Provinces Délégation de la santé	146 771.04
Total Produit 1						1 382 093.93
Produit 2 : Les initiatives locales de développement liées à l'éco tourisme sont appuyées et promues						
Indicateurs :						
Nombre de projets de développement de tourisme appuyés						
Nombre d'action de promotion du tourisme mises en œuvre						
Nombre de bénéficiaires du plan de développement des capacités %H %F						
Activité 3 : accompagner et promouvoir les produits éco touristiques						
Action 3.1 : renforcer les capacités des acteurs et professionnels du tourisme durable.	Nombre de personnes formées en tourisme durable	Les partenaires du programme sont peu qualifiés dans les métiers et activités du tourisme.	50 personnes sont formées (formation/action) dans les différentes activités et métiers du tourisme (2014)	Plan de formation- liste des bénéficiaires- liste de présence- rapport d'évaluation des formations	UGP Agence Délégation Tourisme	12 230.92
Activité 4: Appuyer des projets de tourisme solidaire dans la région						
Action 4.1 Organiser un Educateur au profit d'opérateurs touristiques nationaux et internationaux spécialisés dans le tourisme durable	Nombre de professionnels mobilisés pour l'Educateur	Les professionnels du tourisme durable internationaux nationaux connaissent peu les potentialités éco touristiques	Au moins 20 professionnels ont participé à l'Educateur (2015)	Rapport de mission- liste des bénéficiaires rapports d'évaluation attestations	UGP Agence Délégation Tourisme	24 461.84



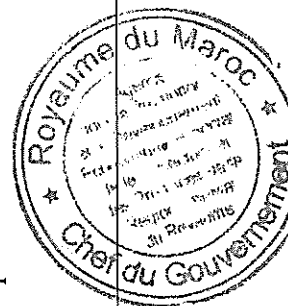
Action 4.2 Mise en place de circuits éco touristiques	Nombre de circuits éco touristiques	Manque de circuit éco touristiques étudiés et aménagés	Deux circuits éco touristiques sont mis en place (2014 2015)	cartes circuits consultants	des	UGP Agence Délégation Tourisme	122 309.20
Action 4.3 Etude et mise en place de la signalisation touristique	Nombre de sites objet de signalisation	Beaucoup de sites culturels et naturels ne disposent pas de signalisation	Quatre sites dotés de signalisation touristiques (2014 2015)	PV de réception		UGP Agence Délégation Tourisme	48 923.68
Action 4.4 appuyer projets pilotes de bivouacs pour l'accueil touristique et d'hébergement chez l'habitant.	Nombre de projets touristiques pilotes appuyés	2 bivouacs installés	Au moins 2 projets de bivouacs sont appuyés 2014	PV de réception et de transfert de propriété		UGP Agence	24 461.84
Activité 5: Elaborer et diffuser des publications pour la promotion du tourisme							
Action 5.1 éditer et publier des communications sur les potentialités touristiques des territoires ciblés	Nombre de publications ou support réalisées et diffusés	Les touristes ne disposent pas de d'outils pour découvrir les sites naturels et culturels, paysages et autres attractions et facilités qu'offrent les territoires.	7 publications éditées et diffusées dont : Un beau livre sur les potentialités des territoires réalisé et distribué (2014) Deux publications sur la promotion des potentialités (2014 2015) Deux topoguides sont réalisés et distribués (2015) Deux articles publiés dans 2 magazines nationaux et 2 magazines internationaux (2015)	Le livre-articles topoguides-les publications		UGP Agence	195 694.72
Total Produit 3							428 082.19
Produit 3 : L'identité culturelle et patrimoniale des zones d'intervention du programme est renforcée							



Indicateurs :		Cible :			
Nombre de projets visant la valorisation du patrimoine mis en œuvre		Au moins 3 projets			
Nombre de bénéficiaires du plan de développement des capacités %H %F		A déterminer			
Activité 6 : élaborer un rapport sur Le patrimoine matériel et immatériel de l'Oasis de Figuig pour être reconnu et protégé					
Action 6.1 Appuyer les acteurs locaux dans la préparation des dossiers de la première phase pour l'inscription de l'Oasis Figuig en tant que patrimoine mondial	Le rapport sur la définition et l'analyse du bien culturel est réalisé	Manque de données nécessaires à l'analyse et l'étude du bien culturel	Un document préparatoire est élaboré (Définition et analyse du bien culturel) (2016)	Le rapport d'analyse – liste de l'équipe de recherche-	UGP Agence Commune Ministère de la Culture 122 309.20
Activité 7: appuyer la mise en œuvre d'initiatives de valorisation et de promotion du patrimoine culturel et naturel des territoires du programme pour leur valorisation					
Action 7.1 Aménagement extérieur de la grotte du chameau	La grotte est aménagée	La grotte n'est pas ouverte au public	La grotte est ouverte prête à recevoir des visiteurs (2014)	PV de réception plan de gestion	UGP Agence Province CPT Délégation Tourisme 305 772.99
Action 7.2 Accompagnement pour la mise en place d'une structure de gestion et l'animation de la grotte du chameau	Une structure de gestion de la grotte est mise en place et est fonctionnelle	Absence de structure de gestion	Une convention sur les modalités de gestion de la grotte est signée entre les acteurs concernés (2014)	plan de gestion	UGP Agence Province CPT Délégation Tourisme 12 230.92
Action 7.3 Appui à l'animation du site de la grotte.	Mise en place d'un dispositif d'animation et de formation du personnel des visites de la grotte	Absence d'animation et d'interprétation pour les visiteurs	Un dispositif d'animation et de formation de personnel mis en place et opérationnel pour une durée d'une année	plan de gestion	UGP Agence Province CPT Délégation Tourisme 61 154.60



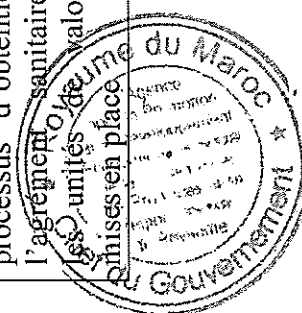
			(2015)				
Action 7.4 Appui à l'opérationnalisation de la maison du patrimoine d'Ich et du musée de la culture nomade de Béni Guil	Nombre de structure opérationnalisées	Deux structures à opérationnaliser (ich Béni Guil)	Deux structures opérationnalisées (2014)	PV de réception plan de gestion	UGP Agence Province Ministère de la culture	61 164.60	
Action 7.5 Aménagement d'une maison du patrimoine à Bouanane	Nombre de structures mise en place	Absence de structure à Bouanane	Une structure mise en place et opérationnelle (2016)	PV de réception plan de gestion	UGP Agence Province Ministère de la culture	183 463.80	
Total Produit 3						746 086.11	
Produit 4 : Les filières des produits locaux sont appuyées et valorisées							
Indicateurs :			Cible :				
Nombre de projets de valorisation des produits locaux mis en œuvre			Au moins 3 projets				
Nombre de bénéficiaires %H %F			A déterminer				
Pourcentage d'augmentation des revenus des bénéficiaires			Au mois 25% pour les projets existants et 50% pour les nouveaux projets				
Activité 8 : appuyer la réalisation d'initiative de mise en valeur des filières des produits locaux							
Action 8.1 Une unité de valorisation du miel est mise en place à Talsint	Nombre d'apiculteurs regroupés dans le cadre de l'unité de valorisation de Talsint	- Les communes de Talsint et Boumerieme disposent d'un potentiel riche en plantes mellifères non exploité.	Au moins 50 apiculteurs (2016)	PV de réception des travaux Justificatif de fonctionnement du centre et des unités	UGP Agence DPA ADA ONSSA	244 618.40	
Action 8.2 Un centre de formation apicole est mis en place au niveau du GIE apicole de l'oriental.	Nombre de nouveaux apiculteurs formés annuellement	le GIE apicole de l'Oriental limite ses actions à la seule production de miel et a besoin de diversifier ses services à la production des reines,	50 apiculteurs formés par an (2015)	PV de réception des travaux Justificatif de fonctionnement du centre et des unités	UGP Agence DPA ADA ONSSA	48 923.68	



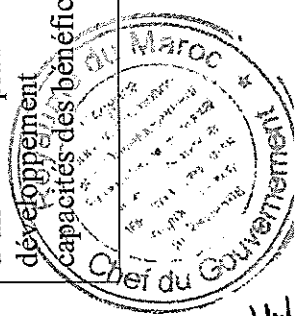
		de formation aux nouveaux apiculteurs...	de aux				
Action 8.3 Appuyer la filière caprine dans les monts des Béni Snassen par la mise en place d'une unité de production de fromage de chèvre et une chèvrerie	Nombre de bénéficiaires	Une fromagerie non conforme et non opérationnelle. Elle a connu des difficultés de fonctionnement et d'approvisionnement en lait	20 femmes bénéficiaires	PV de réception de l'unité- liste des bénéficiaires.	UGP Agence DPA ADA ONSSA	244 618.40	
Action 8.4 mettre en place de deux exploitations pilotes culture de cumin à Ain Chaair et Chouater (pompes solaires, bassin, équipement goutte à goutte...)	Nombre d'hectares de cumuin mis en culture	Les agriculteurs de la commune pratiquent des cultures peu rentables comme les céréales.	10 Hectares de cumin sont cultivés et récoltés.(2015)	PV de réception des exploitations – liste des bénéficiaires- justificatifs de la récolte et des revenus des bénéficiaires.	UGP Agence DPA	122 309.20	
Action 8.5 Appuyer la filière ovine par l'optimisation de la gestion de l'eau pastorale (reconversion du pompage gaseoil en pompage solaire).	Nombre de points d'eau équipés en pompe solaire.	Récurrence de pannes, points d'eau non fonctionnels, coût d'entretien et de pompage élevés	6 points d'eau sont équipés en pompe solaire (2015) au profit des bénéficiaires	PV de réception des travaux de points d'eau- liste des équipements et justificatifs d'acquisition	UGP Agence DPA	293 542.07	
Activité 8.6 Appuyer la filière oléicole par l'utilisation du pompage solaire pour l'irrigation.	Nombre d'hectares irrigués par pompage solaire.	coût d'entretien et de pompage élevés	30 hectares de terres agricoles sont irrigués par pompage solaire. (2014)	justificatifs d'acquisition PV de réception et d'installation	UGP Agence DPA	61 154.60	



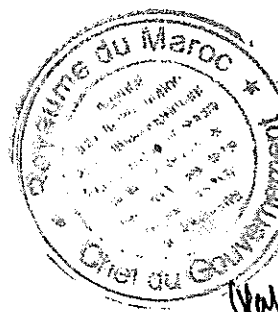
				des équipements- liste des bénéficiaires		
Activité 8.7 Appui à la création d'une entreprise de jeunes dans le domaine de l'installation et de la maintenance des panneaux solaires	Nombre d'entreprises de jeunes créées.	absence d'entreprise spécialistes en la matière à Bouarfa	Au moins une entreprise de jeunes est créée pour l'installation et la maintenance des panneaux solaires. (2015)	Dossier de création de l'entreprise	UGP Agence Province	12 230.92
Activité 9 : Accompagner et renforcer les capacités les organisations professionnelles pour l'obtention des agréments sanitaires et la commercialisation de leurs produits						
Action 9.1 Renforcement des capacités, développement organisationnel	Nombre de personnes formées Nombres d'organisations professionnelles appuyées sur le plan du développement organisationnel Nombre d'unités pratiquant le commerce électronique	Membre des groupements non formés dans la démarche qualité et marketing organisations professionnelles non appuyées dans le développement organisationnel Les unités de valorisation commercialisent leurs produits par les voies classiques	Au moins 50 personnes formées (2014) Au moins une organisation professionnelle appuyée dans le développement organisationnel (2014) Au moins une unité de valorisation écoule une partie de ses produits par le commerce électronique (2017)	Liste de bénéficiaires	UGP Agence ONSSA ADA	24 491.84
Action 9.2 Appui au processus d'obtention des agréments sanitaires pour les unités de valorisation mises en place	Nombre d'unités disposant d'un agrément sanitaire	Aucune unité ne dispose de l'agrément de l'ONSSA	Au moins 3 unités de valorisation des produits alimentaires disposent d'un agrément sanitaire (2015)	Attestation d'agrément	UGP Agence DPA ADA ONSSA	48 923.68



Action 9.3 participation aux foires et visites d'échange	Nombre de participants aux foires et visite d'échange	Au moins 50 personnes participent aux salons et visites d'échange	Lise des participants	48 923.68
Total Produit 4				
Produit 5 : L'Unité de Gestion du Programme est opérationnelle, les capacités des bénéficiaires et membre de l'UGP sont renforcées, un plan de communication et de suivi évaluation élaborés et mis en œuvre				
Activité 10 : mettre en place les structures de coordination et de gestion du programme				
Action 10.1 mettre en place de l'unité de gestion du programme (recrutement du coordonnateur et de son équipe)	Unité de gestion du programme mise en place	Termes de références de l'équipe élaborés dans le document de projet.	Unité de gestion du programme mise en place et opérationnelle	Les TDR de recrutement-contrats de recrutement-UGP
Action 10.2 Fonctionnement et équipement de l'UGP	Plans de travail et rapports de suivi les élaborés selon les échéances arrêtées		Plans de travail et rapports de suivi les élaborés selon les échéances arrêtées	UGP
Activité 11 : Elaborer et suivre la mise en œuvre d'un plan de développement des capacités des membres de l'UGP et de partenaires, et d'un plan de communication				
Action 11.1 Renforcer les capacités de gestion de l'équipe : Gestion axée sur les résultats; communication stratégique pour le développement, procédures de gestion du PNUD ...	Nbre de formations dispensées : GAR & Procédures de gestion PNUD, C4D + Genre		Au moins 4 formations dispensées : GAR & Procédures de gestion PNUD, C4D + Genre	liste de présence formation & évaluation des formations 0
Action 11.2 Elaborer et suivre la mise en œuvre d'un plan de développement des capacités des bénéficiaires	Plan de formation de formations/ Nombre de bénéficiaires		A déterminer en fonction des résultats de l'étude des besoins en formation	Reporting 0



Action 11.3 Elaborer et suivre la mise en œuvre d'un plan de communication	Plan de communication Nombre d'actions mises en œuvre		Au moins 8 actions	Reporting		244 618.40
Activité 12 : mettre en place et opérationnaliser un système de suivi évaluation						
Action 12.1 mettre en place un système d'information pour le suivi évaluation	Un SI mis en place et opérationnel		Un SI mis en place et opérationnel	Le système d'information		0
Action 12.2 réaliser d'une évaluation à mi-parcours et finale du programme	Un rapport d'évaluation à mi-parcours et finale élaboré et recommandations suivies		évaluation à mi-parcours et finale du projet élaboré et recommandations suivies Sources de vérification : le rapport d'évaluation – un plan de suivi des recommandations de l'évaluation		UGP	122 309.20
Action 10.4 réaliser l'Audit du programme	Audit du projet réalisé et recommandations mises en œuvre		Audit du projet réalisé et recommandations mises en œuvre sont formulées Sources de vérifications : le rapport d'audit – rapport de restitution de l'audit – un plan de suivi des recommandations de l'audit		UGP	24 461.84
Total Produit 5						1 704 378.67
Total Général Hors Frais de Gestion						5 410 347.36



4. Plan de Travail annuel 2014

Produits attendus	Activités planifiées	Chronogramme				Partie responsable	Sources de fonds	Description Budg et	Budget planifié	
		T1	T2	T3	T4				Montant MAD	Montant US\$
Produit 1 : Les capacités des communes sont renforcées et des actions prioritaires de proximité à caractère social émanant des PCD sont mises en œuvre.	Activité 1. : développer les capacités individuelles et organisationnelles des provinces ciblées								412 000,00	50 391,39
Indicateurs/Cible : Nombre de projets à caractère social mis en œuvre Au moins 5 projets Nombre de bénéficiaires des projets %H et %F A déterminer	Action 1.1 Elaborer et mettre en œuvre un plan de développement de capacité en appui à la planification stratégique au profit des collectivités locales					ADO (lead)	MOR	71300 72155	100 000,00	12 230,92
	Action 1.2 élaborer et opérationnaliser un tableau de bord provincial pour le suivi et l'évaluation des projets de coopération.					Provinces Conseil Provinciaux Communes Agence (lead)	MOR	71300 72156	0,00	0,00
	Action 1.3 éditer des publications sur les initiatives de développement dans les territoires cibles					Agence (lead)	MOR	74210 72415	300 000,00	36 692,76
								75100	12 000,00	1 467,71
	Activité 2: mettre en œuvre des actions prioritaires à caractère social					issues des PCD			1 236 000,00	151 174,17
Nombre de bénéficiaires du plan de développement des capacité	Action 2.1 construire, aménager et équiper des crèches pour enfants de 3 à 5 ans					Agence (lead) Communes Provinces	MOR	72105 72225	0,00	0,00



A déterminer	Action 2.2 mettre un place un dispositif de transport scolaire au profit des enfants notamment des filles en milieu rural						Agence (lead) Communes Provinces	MOR	72215	0,00	0,00		
	Action 2.3 acquisition d'ambulances au profit des communes						Agence (lead) Communes Provinces			0,00	0,00		
	Action 2.4 doter les ménages nomade en moyens adaptés en matière d'électrification et d'eau potable						Agence (lead) Communes Provinces	MOR	72215				
	Action 2.5 construire et équiper un centre d'accueil de femme enceintes Dar Aloumouma à Tafoughalt						Agence (lead) Communes Provinces Délégation de la santé		72210	1 200 000,00	146 771,04		
								MOR	72105 72225 75100	0,00	0,00		
									75100	36 000,00	4 403,13		
Total Produit 1													
Produit 2 : Les initiatives locales de développement liées à l'éco tourisme sont appuyées et promues	Activité 3 : accompagner et promouvoir les produits éco touristiques												
Indicateurs /Cible: Nombre de projets de développement de tourisme appuyés Au moins 4 projets	Nombre d'action de promotion du tourisme mises en œuvre	Action 3.1 : renforcer les capacités des acteurs et professionnels du tourisme durable.						UGP Agence Délégation Tourisme	MOR	71300	0,00	0,00	
											75100	0,00	0,00
		Activité 4: Appuyer des projets de tourisme solidaire dans la région											
		Action 4.1 Organiser un Eductour au profit d'opérateurs touristiques nationaux et internationaux spécialisés dans le tourisme durable						UGP Agence Délégation Tourisme					0,00

Nombre d'action de promotion du tourisme mises en œuvre

(Signature)

(Stamps: Royaume du Maroc, Agence nationale de promotion du tourisme, Chef du Gouvernorat)

Au moins 5 actions Nombre de bénéficiaires du plan de développement des capacités %H %F A déterminer	Action 4.2 Mise en place de circuits éco touristiques					UGP Agence Délégation Tourisme	MOR	71300	0,00	0,00
	Action 4.3 Etude et mise en place de la signalisation touristique					UGP Agence Délégation Tourisme	MOR	74215	0,00	0,00
	Action 4.4 appuyer projets pilotes de bivouacs pour l'accueil touristique et d'hébergement chez l'habitant.					UGP Agence	MOR	72225	0,00	0,00
								75100	0,00	0,00
	Activité 5: Elaborer et diffuser des publications pour la promotion du tourisme								400 000,00	48 923,68
Produit 3 : L'identité culturelle et patrimoniale des zones d'intervention du programme est renforcée Indicateurs /Cible: Nombre de projets visant la valorisation du patrimoine mis en œuvre	Action 5.1 éditer et publier des communications sur les potentialités touristiques des territoires ciblés					UGP Agence	MOR	74210 72415	0,00	0,00
						UGP Agence	PNU D	74210 72415	400 000,00	48 923,68
								75100	0,00	0,00
	Total Produit 2								400 000,00	48 923,68
	Activité 6 : élaborer un rapport sur Le patrimoine matériel et immatériel de l'Oasis de Figuig pour être reconnu et protégé								103 000,00	12 597,85
Indicateurs /Cible: Nombre de projets visant la valorisation du patrimoine mis en œuvre	Action 6.1 Appuyer les acteurs locaux dans la préparation des dossiers de la première phase pour l'inscription de l'Oasis Figuig en tant que patrimoine mondial					UGP Agence Commune Ministère de la Culture	MOR	71200 71300	100 000,00	12 230,92
								75100	3 000,00	366,93
	Activité 7: appuyer la mise en œuvre d'initiatives de valorisation et de promotion du patrimoine culturel et naturel des territoires du programme pour leur valorisation								1 545 000,00	188 967,71



<p>Nombre de bénéficiaires du plan de développement des capacités %H %F</p> <p>A déterminer</p>	Action 7.1 Aménagement extérieur de la grotte du chameau				UGP Agence Province CPT Délégation Tourisme	MOR	72105	1 000 000,00	122 309,20
	Action 7.2 Accompagnement pour la mise en place d'une structure de gestion et l'animation de la grotte du chameau				UGP Agence Province CPT Délégation Tourisme	MOR	71300 71200	0,00	0,00
	Action 7.3 Appui à l'animation du site de la grotte				UGP Agence Province CPT Délégation Tourisme	MOR	71300 71200	0,00	0,00
	Action 7.4 Appui à l'opérationnalisation de la maison du patrimoine d'Ich et du musée de la culture nomade de Béni Guil				UGP Agence Province Ministère de la culture	MOR	71300 71200	500 000,00	61 154,60
	Action 7.5 Aménagement d'une maison du patrimoine à Bouanane				UGP Agence Province Ministère de la culture	MOR	72105 72225	0,00	0,00
							75100	45 000,00	5 503,91
Total Produit 3									201 565,56
<p>Produit 4 : Les filières des produits locaux sont appuyées et valorisées</p> <p>Indicateurs/Cible :</p> <p>Nombre de projets de valorisation des produits locaux mis en œuvre</p>	Activité 8 : appuyer la réalisation d'initiative de mise en valeur des filières des produits locaux								
	Action 8.1 Une unité de valorisation du miel est mise en place à Talsint				UGP Agence DPA ADA ONSSA	MOR	71300	0,00	0,00
	Action 8.2 Un centre de formation apicole est mis en place au niveau du GIE apicole de l'oriental.				UGP Agence DPA ADA ONSSA	MOR	72105 72225	0,00	0,00



<p>Au moins 3 projets</p> <p>Nombre de bénéficiaires %H %F</p> <p>A déterminer</p> <p>Pourcentage d'augmentation des revenus des bénéficiaires</p> <p>Au mois 25% pour les projets existants et 50% pour les nouveaux projets</p>	Action 8.3 Appuyer la filière caprine dans les monts des Beni Snassen par la mise en place d'une unité de production de fromage de chèvre et une chèvrerie				UGP Agence DPA ADA ONSSA	MOR	72105 72210	0,00	0,00
	Action 8.4 mettre en place de deux exploitations pilotes culture de cumini à Ain Chaair et Chouater (pompes solaires, bassin, équipement goutte à goutte...)				UGP Agence DPA	MOR	72105	0,00	0,00
	Action 8.5 Appuyer la filière ovine par l'optimisation de la gestion de l'eau pastorale (reconversion du pompage gasoil en pompage solaire).				UGP Agence DPA	MOR	72105		
	Action 8.6 Appuyer la filière oléicole par l'utilisation du pompage solaire pour l'irrigation.				UGP Agence DPA	MOR	72105	500 000,00	61 154,60
	Action 8.7 Appui à la création d'une entreprise de jeunes dans le domaine de l'installation et de la maintenance des panneaux solaires				UGP Agence Province	MOR	72105 72225	100 000,00	12 230,92
	Action 8.8 Achèvement et liquidation des projets initiés dans le cadre de la phase précédente				UGP Agence Province	MOR	72105	500 000,00	61 154,60
							75100	33 000,00	4 036,20
	Activité 9 : Accompagner et renforcer les capacités les organisations professionnelles pour l'obtention des agréments sanitaires et la commercialisation de leurs produits								88 184,93
	Action 9.1 Renforcement des capacités, développement organisationnel				UGP Agence DPA ADA ONSSA	MOR	71300 72110	200 000,00	24 461,84
	Action 9.2 Appui au processus d'obtention des l'agrément sanitaire pour les unités de valorisation mises en place				UGP Agence DPA ADA ONSSA	MOR	72105 72210 71300 72111	400 000,00	48 923,68
	Action 9.3 participation aux foires et visites d'échange				UGP Agence DPA	MOR	72700	100 000,00	12 230,92
							75100	21 000,00	2 568,49



Total Produit 4											1 854 000,00	226 761,25	
Produit 5 : l'Unité de Gestion du Programme est opérationnelle, les capacités des bénéficiaires et membre de l'UGP sont renforcées, un plan de communication et de suivi évaluation élaborés et mis en œuvre	Activité 10 : mettre en place les structures de coordination et de gestion du programme											2 505 990,00	306 505,63
	Action 10.1 mettre en place de l'unité de gestion du programme (recrutement du coordonnateur et de son équipe)												
	Action 10.2 Fonctionnement et équipement de l'UGP												

Activité 11 : Elaborer et suivre la mise en œuvre d'un plan de développement des capacités des membres de l'UGP et de partenaires, et d'un plan de communication										412 000,00	50 391,39
Action 11.1 Renforcer les capacités de gestion de l'équipe : Gestion axée sur les résultats; communication stratégique pour le développement, procédures de gestion du PNUD								UGP Agence PNUD	MOR	0,00	0,00
Action 11.2 Elaborer et suivre la mise en œuvre d'un plan de développement des capacités des bénéficiaires								UGP Agence	MOR	0,00	0,00
Action 11.3 Elaborer et suivre la mise en œuvre d'un plan de communication								UGP Agence	MOR	400 000,00	48 923,68
										12 000,00	1 467,71
Activité 12 : mettre en place et opérationnaliser un système de suivi évaluation										350 200,00	42 832,68
Action 12.1 mettre en place un système d'information pour le suivi évaluation								UGP Agence PNUD	MOR	0,00	0,00
Action 12.2 réaliser d'une évaluation à mi-parcours et finale du programme								UGP Agence PNUD	MOR	74110	0,00
Action 10.4 réaliser l'Audit du programme								UGP Agence PNUD	MOR	74110	4 892,37
Action 10.5 formuler l'extension du programme aux provinces de Taourit et Jerada								UGP Agence PNUD	MOR	71300	36 692,76
										10 200,00	1 247,55
Total Produit 5										3 268 190,00	399 729,70
Total Général										8 818 190,00	1 078 545,74



5. ARRANGEMENTS DE GESTION

Le projet sera mis en œuvre sur une période de cinq ans à partir du mois de janvier 2014. L'Agence de Développement de l'Oriental (ADO), assumera la mission d'agence nationale du projet. Son directeur général, sera le directeur national du projet, il assure le suivi global du projet et l'animation de son comité de pilotage. L'AGENCE DE L'ORIENTAL a la responsabilité de la programmation des activités et de coordonner la participation des autres institutions, notamment le ministère de la culture, le ministère de l'agriculture (ADA et ONSSA), le HCEFLCD et la DGCL. Les activités du programme seront mises en œuvre par l'ADO avec l'appui du PNUD, selon les modalités d'exécution nationale (NEX).

5.1 Le comité de pilotage :

La direction et la gestion globale du projet, sera assurée par un comité de pilotage du projet (CPP), qui sera présidé par le directeur général de l'Agence de l'Oriental. Il définira les orientations stratégiques du projet et sera chargé de l'approbation des plans de travail annuels soumis par l'UGP et autorise tout écart majeur des plans arrêtés. Il veille à ce que les ressources requises soient engagées et arbitre tout conflit au sein du projet et/ou négocie des solutions en cas de problème entre le projet et les organismes extérieurs. Le CPP est consulté par le coordonnateur du projet pour certaines décisions, lorsque les capacités du directeur national du projet ont été dépassées.

Le CPP est mis en place dès l'initiation du projet, il est constitué (mais ne se limitera pas) des représentants des institutions suivantes :

- Agence de l'Oriental
- PNUD
- Direction générale des collectivités locales (DGCL)/MI
- Province de Berkane
- Province de Figuig
- Ministère de la Culture
- Agence Pour le Développement Agricole
- L'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires

Le comité de pilotage se réunira au moins une fois par an et à chaque fois que cela est nécessaire sur demande d'un des membres du comité de pilotage ou du Coordonnateur/trice du programme. Ce comité de pilotage se réunit à des moments clés du cycle de gestion du projet :

- Au lancement du projet à l'occasion de la réunion du comité local d'évaluation des projets (LPAC), en vue d'étudier la faisabilité du projet, les risques encourus et les partenariats potentiels.
- A la fin de chaque année, afin d'évaluer les résultats annuels du projet, de veiller à la coordination entre les différentes parties prenantes et de valider le plan de travail annuel de l'année suivante, préparée et présenté par le Coordonnateur/trice du projet.
- A la clôture du projet, le comité se réunit afin de présenter en revue le bilan des réalisations, d'évaluer les résultats atteints par le projet, de tirer les enseignements du programme et d'étudier les possibilités de répliquabilité du projet à d'autres sites.

Les activités seront mises en œuvre en collaboration avec les autorités provinciales, les collectivités locales, les départements ministériels et leurs représentations régionales.



(Culture, DREF Oriental, DRAO, ONSSA, Santé, Education...), les organisations professionnelles (coopératives, GIE, CPT...) et les associations et ONG.

D'autres activités nécessitent l'implication directe du département ministériel concerné, c'est le cas notamment de l'appui à l'amont du processus d'inscription de l'Oasis de Figuig, où le rôle du ministère de la culture est incontournable, aussi bien dans l'appui technique que dans l'accompagnement des acteurs locaux pour la préparation des dossiers préliminaires.

Le nouveau programme tentera d'initier des actions de synergie avec les autres programmes de coopération intervenant au niveau de la région de l'Oriental, ceci sera concrétisé par l'appui qu'apportera le programme aux provinces de Figuig et Berkane pour la mise en place d'un tableau de bord de suivi des projets de coopération.

5.2 Unité de gestion du programme (UGP)

Pour la mise en œuvre des activités du projet, une unité de gestion du projet (UGP) sera mise en place, elle sera constituée d'un Coordonnateur, d'un chargé de programme, d'un assistant administratif et financier et d'un agent de développement local au niveau de la province de Figuig.

L'UGP sera responsable de l'exécution du projet, elle est rattachée au directeur national et rendra compte de la mise en œuvre technique et comptable du projet au comité de pilotage.

Les bureaux de l'UGP seront installés à Oujda, chef lieu de la région de l'Oriental. Une annexe sera installée au niveau de la commune urbaine de Figuig

Le Coordonnateur/trice du projet est responsable de la gestion quotidienne et des décisions concernant la mise en œuvre du projet, selon le niveau de responsabilité qui lui a été délégué par le directeur national et le comité de pilotage. Il est l'interlocuteur du projet vis-à-vis de l'ensemble des acteurs locaux (autorités provinciales, élus, chefs de services régionaux et provinciaux, associations et organisations professionnelles...). Le choix du Coordonnateur/trice sera avalisé par l'Agence de l'Oriental et le PNUD.

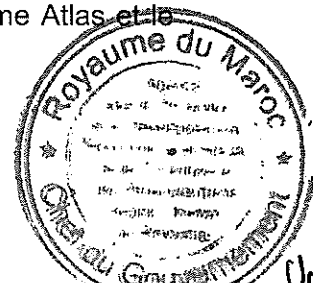
Le Chargé du suivi évaluation : est responsable de la mise en place et l'opérationnalisation d'un système de suivi évaluation du programme, il est responsable de la mise en cohérence du reporting, du suivi des indicateurs et des cibles, de suivi et mise à jours des risques

Le Chargé du Programme : appuie le coordonnateur pour la gestion quotidienne et la mise en œuvre du projet, il supervise la mise en œuvre du projet dans les Province de Figuig et Il est responsable de la mise en œuvre du projet dans la Province de Berkane. Il représente le projet vis-à-vis de l'ensemble des acteurs locaux (autorités provinciales, élus, chefs de services régionaux et provinciaux, associations et organisations professionnelles...)

L'assistant administratif et financier a pour mission d'aider le Coordonnateur/trice du projet dans l'ensemble des activités du programme. Il est chargé, en particulier de la gestion des aspects administratifs et financiers du projet. Il est appelé à assurer le suivi et le contrôle du système des dépenses du projet, de l'élaboration des rapports financiers et d'appuyer le Coordonnateur/trice dans les taches d'organisation des ateliers, sessions de formation et autres événements, ainsi que dans les activités de communication sur les réalisations du projet.

L'agent de développement représente le programme au niveau local (Figuig) et sera en relation directe avec les acteurs des territoires. Il a pour mission principale d'assurer le suivi de mise en œuvre des activités du programme en collaboration avec les acteurs concernés (élus, associations, coopératives, services techniques...).

Le PNUD apporte son appui technique à l'UGP, notamment en matière de formation sur la gestion axée sur les résultats, des procédures financières du PNUD, le système Atlas et le suivi conjoint des activités du projet.

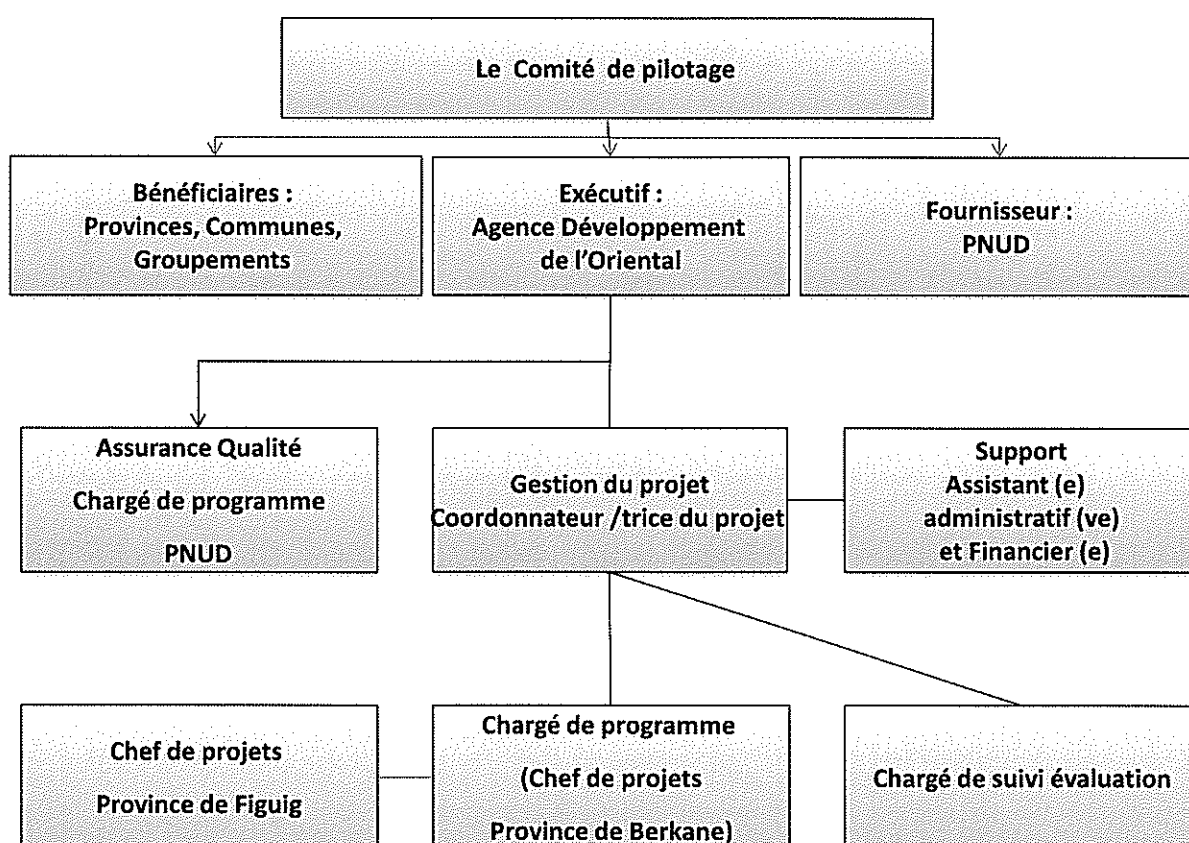


5.3 L'Assurance du projet

Le bureau du PNUD au Maroc, veille à l'assurance qualité du projet, afin que le projet se réalise conformément aux objectifs du cadre des résultats du document de projet signés par les partenaires et des principes de la gestion axée sur les résultats. Cette mission est assurée, par un chargé du programme désigné par le bureau PNUD, qui vient appuyer le comité de pilotage en assurant des fonctions de contrôle et de suivi objectives et indépendantes.

La durée de cette deuxième phase du projet DÉLIO est de 5 ans, qui prendra effet après la date de signature du document de projet par le directeur général de l'Agence de l'Oriental et le représentant résident du PNUD au Maroc.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU PROJET



6. CADRE DE SUIVI ET D'EVALUATION

La gestion et le suivi évaluation du projet seront menés sur la base des principes de la gestion axée sur les résultats et en accord avec les dispositions du 'National execution guidelines' (NEX) et du 'guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats du développement' du PNUD. Le cadre des résultats du document de projet et le plan de travail annuel, restent les références de base à utiliser dans tout système de suivi évaluation.

Pour une meilleure efficacité, la mission de suivi doit être assurée de manière conjointe entre les différentes structures du montage institutionnel du projet : l'UGP, l'Assurance du projet et le comité de pilotage. Ce suivi conjoint doit se concrétiser en particulier dans la préparation des rapports trimestriels et annuels (entre le Coordonnateur/trice du projet et le chargé de programme PNUD) et également au niveau des visites de terrain.

Le suivi est conduit selon les modalités et outils de suivi planifiés dans le cadre du plan de travail annuel (AWP). Dans ce plan de travail, il est précisé pour chaque activité, la situation de référence, la cible à atteindre et les indicateurs. Ce suivi se fera selon les modalités suivantes :

6.1 Suivi effectué par l'UGP :

Deux types de rapports sont obligatoirement produits par l'UGP :

- Un rapport trimestriel est élaboré par le Coordonnateur/trice, sur la base d'une revue trimestrielle, qui permet d'enregistrer les progrès du projet en vue de la réalisation des résultats attendus. Il devra insister sur les problèmes et difficultés rencontrés et sur les moyens proposés pour les dépasser. Ces rapports trimestriels sont soumis, à la fin de chaque trimestre au PNUD et aux membres du comité de pilotage.
- Un rapport de revue annuelle est élaboré par le Coordonnateur/trice, il sera présenté au comité de pilotage à l'occasion de sa réunion annuelle de bilan et d'examen et de validation du plan de travail de l'année suivante. Ce rapport annuel devra présenter les résultats relatifs au projet, identifier les principaux obstacles et difficultés et proposer les mesures à entreprendre ainsi que les futures orientations.

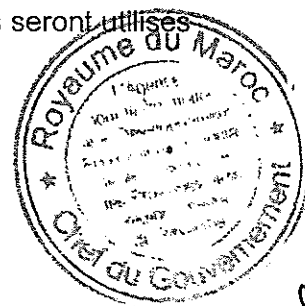
Le suivi est également assuré à travers des réunions périodiques entre le Coordonnateur/trice et son équipe, ainsi qu'avec les acteurs locaux au niveau de chacune des deux provinces, qui traitent sur l'état d'avancement des activités, des problèmes entravant la mise en œuvre ou le lancement de certaines actions et les propositions de solutions et les mesures à entreprendre pour résoudre ces problèmes.

Des visites de terrain seront effectuées par les agents de développement et par le Coordonnateur/trice du projet pour visualiser l'état d'avancement et les éventuelles difficultés rencontrées par la mise en œuvre des activités du projet.

Des réunions mensuelles seront organisées entre le Coordonnateur/trice du projet et le chargé du programme PNUD, en vue de passer en revue l'état d'avancement des activités du projet et plus particulièrement le journal des risques et le journal des problèmes. De même qu'une réunion trimestrielle sera organisée entre ces deux responsables dans le cadre de la préparation du rapport trimestriel.

Conformément aux modalités de gestion des projets PNUD, les outils suivants seront utilisés dans le suivi du projet :

- Le plan de travail annuel révisé



- Un Journal des Problèmes devra être élaboré et mis à jour par le Coordonnateur/trice du projet. Il lui permet de faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou d'introduire des demandes de changement dans le projet.
- Le journal des risques élaboré dans la phase de formulation du projet (inséré au document de projet), devra être mis à jour régulièrement sur la base de la revue de l'environnement externe dont certains changements pourraient affecter la mise en œuvre du projet.
- Un Journal des enseignements tirés sera élaboré et mis à jour régulièrement en vue d'assurer un apprentissage continu et d'encourager les adaptations nécessaires au sein du projet, et afin de faciliter l'élaboration du rapport des Enseignements tirés en fin de projet.
- Le journal de qualité des activités, qui permet d'évaluer les progrès et la qualité des prestations produites, sur la base des critères de qualité établis par le biais des indicateurs, de la description des prestations et du calendrier de planification des activités, et enregistré dans le journal de la qualité. Si des modifications sont nécessaires, la description des prestations et/ou le calendrier seront mis à jour.

6.2 Suivi effectué par l'Assurance du projet

- Les journaux des risques et problèmes devront être mis à jours dans Atlas par le chargé de programme sur une base trimestrielle, qui devra s'assurer également que ces risques et problèmes sont bien gérés.
- Les informations contenues dans le rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur/trice de projet seront saisies dans Atlas à la fin de chaque trimestre. Ces informations seront contrôlées et actualisées, en utilisant le journal de suivi de la qualité.
- Sur la base des informations saisies dans Atlas, un rapport trimestriel sera présenté au Comité du projet par l'Assurance du projet.
- Le Plan de suivi devra être mis à jour régulièrement dans Atlas afin d'enregistrer les actions de suivi majeures.
- Des visites de contrôle périodiques seront effectuées sur le terrain.

6.3 Suivi effectué par le Comité de pilotage

Ce suivi est assuré à travers l'organisation de la Revue Annuelle à la fin du quatrième trimestre, qui se fait sur la base du rapport annuel préparé par le Coordonnateur/trice du projet et le chargé de programme. Cette revue doit permettre aussi, de mesurer la performance du projet et discuter et valider le Plan de Travail Annuel pour l'année suivante, par le comité de pilotage.

Le Comité de pilotage peut aussi être sollicité pour tout dépassement du seuil de tolérance par rapport au plan du projet (budget, activités, produits, autres), aggravation d'un risque ou émergence d'un problème majeur.

Une évaluation finale indépendante sera entreprise à la fin de l'année du cycle de projet (trois mois avant la réunion finale du comité de pilotage). Cette évaluation finale examinera la prestation du projet concernant l'atteinte des résultats du projet tels qu'initialement prévus (en tenant compte des éventuelles corrections ou révisions effectuées). Elle examinera l'impact et la durabilité des résultats, y compris la contribution au développement des capacités et l'atteinte des objectifs globaux environnementaux. L'évaluation finale devra

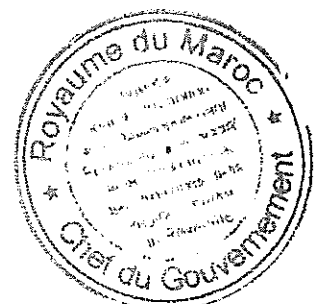


également comprendre des recommandations pour des activités de suivi. Les termes de référence de cette évaluation seront préparés par le Bureau PNUD Maroc.

Un rapport final de projet, doit être obligatoirement produit, au cours des trois derniers mois du cycle de projet, par l'UGP et le chargé de programme PNUD et éventuellement avec un appui d'un consultant externe. Ce rapport exhaustif résumera les résultats obtenus (objectifs, résultats, produits), les enseignements tirés, les problèmes rencontrés et les domaines dans lesquels les résultats n'ont pas pu être atteints. Il présentera également des recommandations pour toute autre mesure qui pourrait être prise en vue d'assurer la durabilité et la reproductibilité des résultats du projet.

Audit annuel

Le gouvernement fournira au Représentant Résident des états financiers périodiques certifiés, avec un audit annuel des états financiers portant sur la situation des fonds du PNUD conformément aux procédures établies dans les manuels de programmation et de finance. L'audit sera effectué par l'auditeur légalement reconnu du PNUD, ou par un auditeur commercial engagé par ce dernier.



Yah